Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 4 mars 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°585 ■

BRACONNAGE

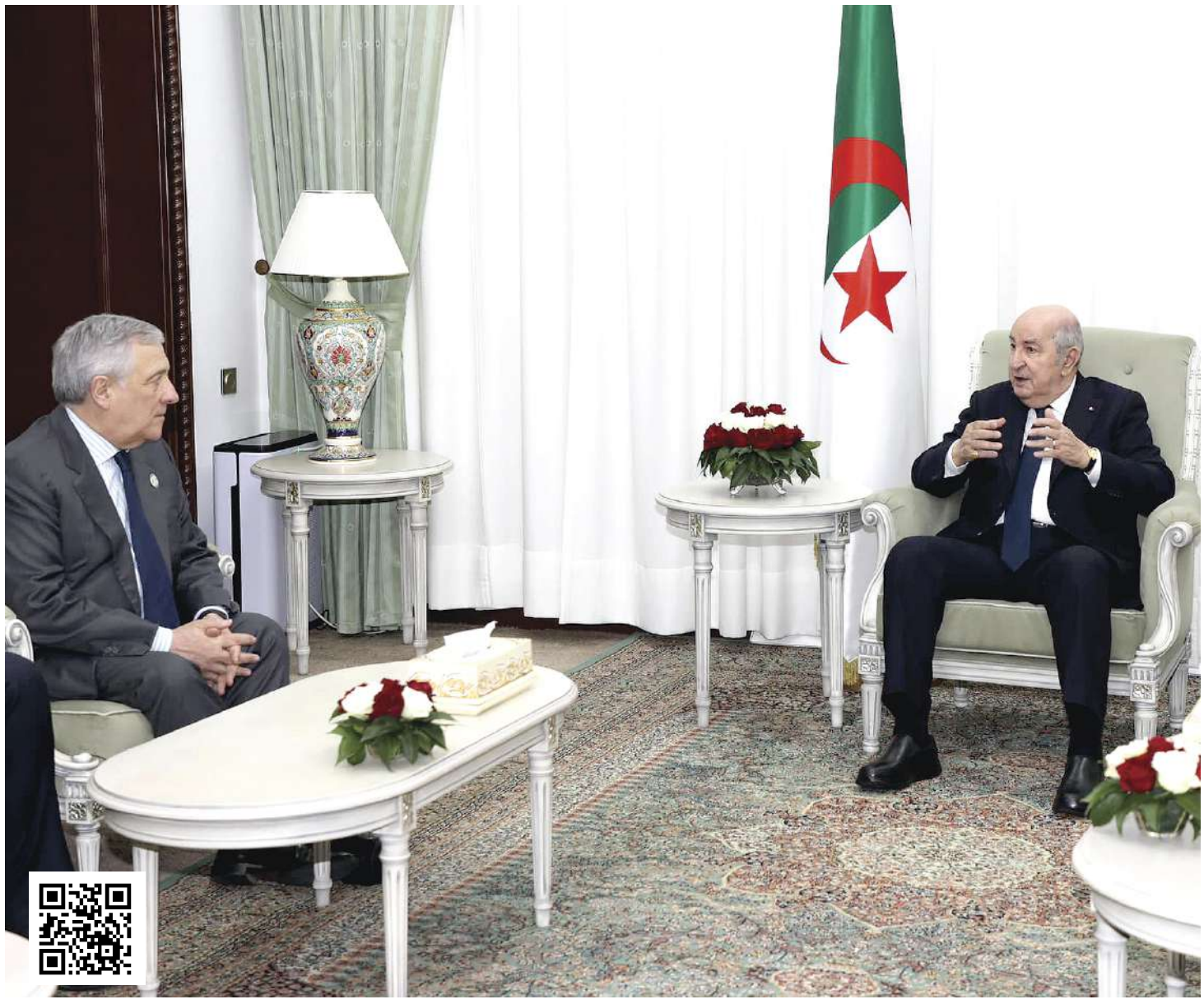
Plus de 3.500 animaux protégés saisis en 2024

P 16

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE REÇOIT LE VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES ITALIEN

La consolidation de la coopération économique au menu

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, le vice-président du Conseil des ministres et ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de la République italienne, M. Antonio Tajani, et la délégation l'accompagnant, indique un communiqué de la Présidence de la République. P 3



ADOPTION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Les efforts de l'Algérie mis en avant à Barcelone

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a mis en lumière les investissements stratégiques et les initiatives majeures prises par le gouvernement algérien pour promouvoir l'adoption de l'intelligence artificielle et en préparer le terrain.

P 2

PRIX ET RÉGULATION DU MARCHÉ DURANT LE RAMADHAN

Le ministère du commerce satisfait

S'il y a des craintes à prévoir durant ce mois sacré, ce sont celles des pénuries, de l'augmentation des prix et de la perturbation de la distribution. C'est d'ailleurs fort de l'expérience des années précédentes que les pouvoirs publics ont étudié tous les travers et ont entrepris d'y répondre à travers des mesures qui portent leurs effets. C'est du moins l'avis d'Abdallah Benhalla, Directeur des études et de la prospective économique au ministère du Commerce, qui s'est exprimé chez nos confrères de la radio nationale.

P 5

LE MINISTRE DE LA COMMUNICATION L'A SOULIGNÉ

«Faire des médias économiques des partenaires de la promotion de l'investissement»

Dans le cadre de la stratégie de renforcement des compétences des médias nationaux, le ministre de la Communication, Mohamed Meziane, a lancé hier une nouvelle initiative visant à sensibiliser et former les journalistes économiques aux enjeux de l'investissement en Algérie. Organisée en collaboration avec l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), dirigée par Omar Rekkache, cette formation a pour objectif de renforcer la compréhension du paysage de l'investissement en Algérie et des dispositifs qui le régissent.

P 5

COMMERCE

Les nouveaux membres du Conseil de la concurrence installés P 2

PÉTROLE

Le Brent frôle les 73 dollars P 4

RELANCE DES ACTIVITÉS DU COMPLEXE SAÏDAL À MÉDÉA

Le ministre insiste sur la nécessité d'accélérer l'opération P 16

JIJEL

Le port de Djen Djen fonctionne tous les jours 24h/24

Le port de Djen Djen, dans la wilaya de Jijel, fonctionne désormais durant 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, a affirmé, lundi, le Président directeur-général par intérim de l'entreprise portuaire, Messaoud Kidri. "En exécution des instructions des hautes autorités du pays relatives à la mise en œuvre du système de travail continu au sein des infrastructures portuaires commerciales, le port de Djen Djen fonctionne désormais durant tous les jours de la semaine et sans interruption", a indiqué le même responsable à l'APS. Pour assurer ce fonctionnement en continu, les responsables du port ont mobilisé toutes les ressources humaines et matérielles à travers la location d'équipements et d'engins, le recrutement de 20 nouveaux travailleurs et l'embauche prochaine de 10 caristes, selon la même source. Une "opération d'évaluation sera effectuée périodiquement pour s'assurer en permanence que le personnel en place est suffisant", a encore fait savoir le même responsable, ajoutant que d'autres recrutements d'ajustement pourraient être opérés si nécessaire. Selon M. Kidri, le nouveau système de travail "améliorera l'efficacité du port et permettra de substantielles économies, notamment avec la réduction attendue de la durée de séjour des navires à quai, mais également en rade, réduisant ainsi les surestaries et, partant, le coût du transport maritime des marchandises, l'efficacité du port et son attractivité.

ADOPTION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Les efforts de l'Algérie mis en avant à Barcelone

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a mis en lumière les investissements stratégiques et les initiatives majeures prises par le gouvernement algérien pour promouvoir l'adoption de l'intelligence artificielle et en préparer le terrain.

Par S R.

S'exprimant lors du sommet ministériel qui s'est tenu, dimanche à Barcelone, en Espagne, parallèlement au Mobile World Congress, avec la participation de 14 ministres en présentiel et 12 ministres à distance, représentant 26 pays, le ministre a souligné le rôle de leader de l'Algérie dans le domaine de l'intelligence artificielle en Afrique.

Dans son intervention, le ministre a énuméré les réalisations de l'Algérie dans ce domaine, en citant notamment la création de l'École Nationale Supérieure d'Intelligence Artificielle, le lancement du plus grand centre de données et de calcul de la région, qui constitue une infrastructure clé pour le traitement des grandes données et le développement des technologies modernes et la création de création de centres de développement des compétences "Skills Centers" et également d'un fonds d'investissement pour encourager l'intelligence artificielle, qui soutiendront le renforcement des compétences et l'innovation technologique en Algérie.

Le ministre a également mentionné les résultats du dernier sommet ministériel organisé en marge du sommet africain des start-ups, qui a abouti à une déclaration conjointe et une feuille de route pour l'adoption de l'intelligence artificielle en Afrique. Il a souligné l'importance de considérer cette feuille de route comme une référence pour les travaux du Conseil Africain de l'Intelligence Artificielle, appelant à son approfondissement et à son adoption à l'échelle continentale. De plus, M. Zerrouki a insisté sur le fait que l'Algérie reste l'endroit idéal pour l'installation d'investissements futurs dans le domaine des centres de données massifs, soulignant que cette position privilégiée repose sur des infrastructures de télécommunications solides, un capital humain hautement qualifié, une compétitivité énergétique grâce aux ressources abondantes et une localisation géographique centrale, ce qui fait de l'Algérie un pôle technologique incontournable en Afrique et en Méditerranée.

Les participants ont salué cette approche prospective, et à cet égard, M. Lasina Koné, directeur général de Smart Africa, a souligné l'importance de se baser sur les résultats du sommet ministériel africain lors du sommet des start-ups africaines, précisant que ces travaux devraient servir de base au développement des stratégies d'intelligence artificielle pour le continent.

Dans cette dynamique, l'Algérie continue de tracer la voie vers une transformation numérique ambitieuse et inclusive en Afrique, en plaçant l'innovation et la formation des talents au cœur de son action, une vision qui reflète les défis et les opportunités d'un avenir résolument tourné vers l'intelligence artificielle.

E-COMMERCE

Nécessité de prendre les mesures garantissant la confidentialité et la sécurité du traitement des données personnelles

L'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel (ANPDP) a invité, lundi, l'ensemble des acteurs opérant dans le domaine du commerce électronique à prendre les mesures organisationnelles et techniques nécessaires pour garantir la confidentialité et la sécurité du traitement des données personnelles et protéger ainsi la vie privée des individus. "Pour un accès sécurisé garantissant la protection des données personnelles des consommateurs et clients et assurant un climat de confiance dans les opérations de commerce électronique, l'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel invite l'ensemble des acteurs opérant dans le domaine du commerce électronique à prendre les mesures organisationnelles et techniques nécessaires pour garantir la confidentialité et la sécurité du traitement des données personnelles et les protéger contre les risques de détérioration, de perte, de divulgation ou d'accès non autorisé lors des transactions de commerce électronique, en vue de protéger la vie privée des personnes physiques dans le traitement des données à caractère personnel, conformément aux dispositions de la loi 18-07 relative à la protection des personnes physiques dans le traitement des données à caractère personnel", précise la même source.

"Etant responsables du traitement des données aux termes des dispositions de de la loi 18-07, les commerçants et acteurs opérant dans le domaine du e-commerce via des sites, pages ou applications électroniques sont tenus de déclarer tout traitement de données via le portail numérique de l'Autorité à l'adresse https://portail.anpdp.dz", ajoute la même source. Les responsables du traitement dans le e-commerce doivent se mettre en conformité avec les dispositions de la loi 18-07, insiste l'ANPDP, précisant qu'ils peuvent contacter ses services via le courriel disponible sur son site Web (www.anpdp.dz).

SÛRETÉ NATIONALE

Saisie de plus de 2 millions de capsules psychotropes

Les services opérationnels spécialisés de la Sûreté nationale ont procédé, dans des opérations consécutives menées à la veille du mois de Ramadhan, à la saisie de plus de deux (2) millions de capsules psychotropes et près de 2 kg de cocaïne, indique, dimanche, un bilan de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

"A la veille du mois sacré de Ramadhan, les services opérationnels spécialisés de la Sûreté nationale ont déjoué un plan criminel visant à faire passer une grande cargaison de psychotropes à partir du sud-est du pays en direction des wilayas du nord", précise le communiqué. Dans ce cadre, le Service central de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants (SCLTIS) et son antenne régionale à Ouargla ont procédé, dans des opérations de grande envergure, à la saisie de 2,275 millions de capsules psychotropes de type Prégabaline, et près de 2 kg de cocaïne. Menée par les éléments du SCLTIS de Biskra, la première opération a permis la saisie d'un total de 1,700 million de capsules Prégabaline, soigneusement dissimulé dans une cachette aménagée à l'intérieur d'une remorque de camion de gros tonnage".

Dans deux opérations similaires dans la wilaya d'El-Oued, les éléments du Service régional de lutte contre le trafic illicite de drogues d'Ouargla, ont saisi "220 capsules de type Prégabaline, et 1,721 kg de cocaïnes cachés dans une ferme", note le communiqué, ajoutant que "355.000 autres capsules Prégabaline ont été découvertes sous les plaques métalliques d'une remorque de camion". Selon le bilan, ces opérations menées sous la supervision du parquet compétent, ont permis d'arrêter "huit 08 individus, et de saisir 250 millions de centimes, issus des revenus criminels, cinq (5) camions, neuf (9) véhicules de différents types, un (1) tracteur, et une moto".

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE REÇOIT LE VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES ITALIEN

La consolidation de la coopération économique au menu

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, le vice-président du Conseil des ministres et ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de la République italienne, M. Antonio Tajani, et la délégation l'accompagnant, indique un communiqué de la Présidence de la République.

Synthèse Sirine R

L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, du Directeur général Europe au ministère des Affaires étrangères, M. Toufik Djouama, et de l'ambassadeur d'Algérie à Rome, M. Mohamed Khelifi.
Cette visite officielle d'un haut responsable italien à Alger représente une opportunité d'approfondir la collaboration dans le domaine des énergies renouvelables et de la transition verte, grâce au développement du Corridor Sud de l'Hydrogène (SoutH2Corridor) et d'autres interconnexions potentielles dans les domaines des infrastructures physiques et numériques.
L'Algérie est en effet l'un des pays partenaires du Plan Mattei avec des projets axés sur les secteurs de l'agriculture et de la formation professionnelle. Selon une de la Farnesina, cette mission en Algérie s'inscrit dans la stratégie italienne de diplomatie de croissance, avec l'organisation d'un Forum d'affaires algéro-italien à Alger, visant à renforcer les relations économiques et commerciales entre les deux pays et à explorer de nouvelles opportunités d'investissement et de coopération.
Lors d'une séance de travail élargie, avec la participation des secrétaires généraux des ministères des Affaires étrangères et les membres des délégations des deux pays, les deux ministres des AE des deux pays ont évoqué les progrès réalisés dans le cadre du renforcement des relations de coopération et de partenariat algéro-italiennes dans leurs diverses dimensions politique, économique et humaine, précise la même source. A cet égard, les deux ministres ont salué «la dynamique remarquable des relations bilatérales et l'intensité des échanges de visites et de consultations bilatérales», évoquant «les échéances bilatérales à venir».
Il est à rappeler que l'Algérie est un partenaire clé pour la sécurité énergétique italienne et européenne dans une situation historique particulièrement délicate au niveau international, indique la note. Grâce à l'accord Eni-Sonatrach d'avril 2022, Alger est devenu le premier fournisseur de gaz naturel de notre pays, couvrant 39% des importations italiennes. La mission représente également une opportunité d'approfondir la collaboration dans le domaine des énergies renouvelables et de la transition verte, grâce au développement du Corridor Sud de l'Hydrogène (SoutH2Corridor) et d'autres interconnexions potentielles dans les domaines des infrastructures physiques et numériques.

Arkab reçoit une délégation de la société italienne ENI

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, a reçu une délégation de la société italienne ENI, conduite par le directeur exécutif des opérations du secteur des ressources naturelles, Guido Brusco, indique un communiqué du ministère. La rencontre, qui s'est déroulée en présence du PDG du groupe Sonatrach Rachid Hachichi et de cadres du ministère, a permis de passer en revue les relations de coopération et de partenariat stratégique entre Sonatrach et Eni et d'évoquer les projets en cours et futurs entre les deux parties dans divers domaines, notamment les hydrocarbures, les énergies nouvelles et renouvelables et l'interconnexion électrique, précise la même source.
Les deux parties ont discuté des moyens de renforcer les investissements conjoints entre Sonatrach et Eni à travers le développement de projets de recherche, d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures, ainsi que la commercialisation du gaz naturel, en mettant l'accent sur les projets de coopération dans le domaine de l'hydrogène et des énergies renouvelables, dans le cadre des orientations stratégiques de l'Algérie vers une transition énergétique durable. A cette occasion, M. Arkab a réaffirmé l'engagement de l'Algérie à "assurer un climat d'investissement incitatif et à renforcer les partenariats existants au service des intérêts communs", mettant en exergue les réformes entreprises par le Gouvernement algérien pour améliorer l'attractivité du secteur de l'énergie et renforcer sa compétitivité aux niveaux régional et international. Pour sa part, M. Brusco s'est félicité du "niveau des relations de partenariat entre Sonatrach et Eni", soulignant la volonté de sa société de poursuivre le développement et le renforcement de la coopération, à travers l'exploration de nouvelles opportunités d'investissement en Algérie et le soutien aux projets à dimension stratégique entre l'Algérie et l'Italie, ajoute la même source. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la participation de la délégation de la société italienne Eni à la table ronde algéro-italienne sur l'entrepreneuriat, qui se tient lundi à Alger et visant à renforcer les relations économiques et commerciales entre les deux pays et à explorer de nouvelles opportunités d'investissement et de coopération.

ÉNERGIES RENOUVELABLES, GAZ ET ÉLECTRICITÉ

Sonelgaz et Baker Hughes renforcent leur partenariat

Par M. A.

Dans un objectif stratégique visant à renforcer les partenariats internationaux et accélérer la transition énergétique, le président-directeur général de Sonelgaz, Mourad Adjal, a reçu, ce lundi, M. Gian Luca Sircchino, directeur exécutif pour l'Afrique de la société américaine Baker Hughes. Cette rencontre s'inscrit dans une dynamique de consolidation des relations entre les deux entreprises et dans l'exploration de nouvelles opportunités dans les domaines des énergies renouvelables, du gaz et de l'électricité. Ce rendez-vous fait suite à la récente visite de travail du PDG de Sonelgaz à Vérone, en Italie, où il avait pris part au Forum économique Afrique-Italie, tenu du 2 au 4 février 2025. Lors de cet événement, il avait réaffirmé l'importance de bâtir des alliances solides pour accompagner l'Algérie dans sa transition énergétique et soutenir sa politique industrielle, en nouant des collaborations stratégiques avec des acteurs internationaux de renom. Lors de cette nouvelle rencontre, les discussions ont porté sur le lancement d'une nouvelle phase de coopération entre Sonelgaz et Baker Hughes. Un accent particulier a été mis sur le développement des énergies propres, la modernisation des infrastructures énergétiques et la mise en place de solutions technologiques innovantes. L'hydrogène, en tant que ressource clé pour l'avenir énergétique, a été abordé comme une priorité, de même que l'adoption de solutions respectueuses de l'environnement pour optimiser la production et la distribution d'électricité et de gaz. M. Gian Luca Sircchino a salué la solidité du partenariat entre Baker Hughes et Sonelgaz, soulignant l'engagement de la multinationale américaine à soutenir l'Algérie dans le développement de son secteur énergétique. Il a également mis en avant le potentiel de collaboration dans les énergies renouvelables et l'importance du partage d'expertise pour relever les défis liés à la transition énergétique. En parfaite adéquation avec la stratégie nationale d'industrialisation et de diversification économique, cette coopération vise à renforcer les capacités techniques et technologiques de Sonelgaz tout en positionnant l'Algérie comme un acteur clé du marché énergétique africain. Ce partenariat constitue un levier essentiel pour attirer davantage d'investissements et favoriser un environnement propice à l'innovation et à la durabilité énergétique. Grâce à cette nouvelle impulsion, Sonelgaz réaffirme son ambition de jouer un rôle moteur dans la transformation du paysage énergétique national et continental, en s'appuyant sur des partenariats stratégiques et une vision tournée vers l'avenir.

LE MINISTRE DE LA COMMUNICATION L'A SOULIGNÉ

«Faire des médias économiques des partenaires de la promotion de l'investissement»

Par Mourad A.

Dans le cadre de la stratégie de renforcement des compétences des médias nationaux, le ministre de la Communication, Mohamed Meziane, a lancé hier une nouvelle initiative visant à sensibiliser et former les journalistes économiques aux enjeux de l'investissement en Algérie. Organisée en collaboration avec l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), dirigée par Omar Rekkache, cette formation a pour objectif de renforcer la compréhension du paysage de l'investissement en Algérie et des dispositifs qui le régissent.
Lors de son allocution inaugurale, le ministre a souligné l'importance d'une couverture médiatique précise et professionnelle pour soutenir les efforts de l'État en matière d'investissement. Il a précisé : "Le rôle des médias est fondamental dans la transmission de l'information économique. Une information claire et fiable permet de mieux orienter les investisseurs et de démystifier les procédures administratives ".Le ministre a également insisté sur le fait que les médias doivent aller au-delà de leur fonction d'information : ils doivent devenir une "force de conviction" pour promouvoir les opportunités d'investissement et mettre en lumière les efforts déployés par l'État pour encourager le développement économique durable. Selon lui, les journalistes doivent non seulement informer, mais aussi convaincre et sensibiliser le public aux bienfaits de l'investissement. Cette formation a pour but de fournir aux journalistes une maîtrise approfondie des réglementations en vigueur, des dispositifs facilitant l'investissement et des dynamiques économiques nationales.
"Nous devons encourager la création d'un contenu médiatique national de qualité, qui reflète fidèlement les réalités économiques du pays", a ajouté Mohamed Meziane. Il a souligné l'importance de bâtir une industrie médiatique forte, ancrée sur des valeurs d'investissement dans le capital humain, et a insisté sur le rôle central de la formation pour réussir cette mission.Le ministre a également rappelé que le secteur de la communication, en collaboration avec l'AAPI, joue un rôle crucial dans la promotion des stratégies économiques nationales. "La communication institutionnelle et le journalisme économique sont des piliers essentiels pour valoriser les stratégies économiques du pays", a-t-il affirmé. Cette formation marque le lancement d'une série de sessions destinées à renforcer les compétences des journalistes et à créer une dynamique partagée entre les médias et les institutions économiques. L'objectif est d'améliorer la manière dont les projets d'investissement sont présentés au public et de soutenir leur mise en œuvre.
Dans cette optique, Mohamed Meziane a réaffirmé la volonté de son ministère de soutenir les initiatives visant à renforcer l'investissement national. Il a ajouté : "Nous restons entièrement disposés à accompagner les efforts de l'AAPI et à soutenir la diffusion des informations relatives à l'investissement ". Le ministre a également souligné que les journalistes doivent avoir les connaissances nécessaires pour communiquer de manière claire sur les dispositifs d'investissement et les opportunités qu'ils représentent.
De son côté, Omar Rekkache, DG de l'AAPI, a souligné l'importance capitale des médias dans le processus de promotion de l'investissement et d'amélioration du climat des affaires. Selon lui, les médias ne se contentent pas de couvrir les événements et de transmettre des informations ; ils jouent un rôle essentiel en influençant activement l'économie et en contribuant à stimuler les transformations économiques dans n'importe quel pays.« Les médias servent de lien crucial entre les investisseurs et les différents acteurs concernés par les démarches d'investissement, les réformes économiques en cours et les politiques gouvernementales visant à encourager l'investissement. Cela permet de renforcer la confiance et d'aider à la prise de décisions éclairées », a-t-il affirmé.

PÉTROLE

Le Brent frôle les 73 $

Les cours du pétrole sont incertains lundi, les investisseurs étant partagés entre les effets négatifs des droits de douane de Donald Trump sur la demande et les signes d'une reprise chinoise positive pour le pétrole. Vers midi, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mai, prend 0,15% à 72,92 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en avril, gagne 0,03% à 69,78 dollars. D'un côté, le marché voit comme un facteur haussier la progression de l'activité manufacturière en Chine en février, selon des statistiques officielles publiées samedi. Le pays, qui fait face à une crise persistante du secteur immobilier, à un fort endettement des collectivités locales et à une consommation interne atone, est le premier importateur mondial du pétrole, faisant de la croissance économique chinoise un enjeu crucial dans la hausse ou la baisse du prix de l'or noir. L'expansion de son secteur manufacturier suggère un besoin accru de matières premières, y compris le pétrole brut, affirment les analystes. Et le marché surveille justement "les signes de plans de dépenses de la Chine" à l'occasion de l'Assemblée populaire nationale, le rassemblement politique annuel du pays qui débute mercredi à Pékin, soulignent-ils. De l'autre côté, le marché surveille les droits de douane de Donald Trump "intrinsèquement nuisibles à la croissance mondiale, ce qui pourrait faire baisser encore davantage les prix du pétrole", précisent les analystes. De nouveaux droits de douane devraient s'appliquer dès mardi aux Etats-Unis, à hauteur de 10% supplémentaires sur les produits chinois et de 25% sur le Canada et le Mexique.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or en légère hausse, soutenu par la faiblisse du dollar

Les prix de l'or ont connu une légère hausse, lundi, soutenus par un dollar plus faible et les préoccupations relatives à la politique tarifaire des Etats Unis qui ont renforcé la demande de ce métal refuge. Le prix de l'or au comptant a augmenté de 0,3%, atteignant 2.866,76 dollars l'once. Les contrats à terme sur l'or américain ont progressé de 1,1 % à 2.880 dollars. L'indice du dollar a baissé de 0,4%, après avoir atteint un sommet en plus de deux semaines, lors de la séance précédente, rendant ainsi l'or moins cher pour les détenteurs d'autres devises. Les données publiées vendredi ont révélé une baisse inattendue des dépenses de consommation aux Etats Unis en janvier. Cependant une éventuelle reprise de l'inflation pourrait fournir une couverture à la Réserve fédérale pour retarder la baisse des taux d'intérêt pendant un certain temps. Bien que l'or soit considéré comme une valeur refuge en période d'incertitudes géopolitiques, son attrait diminue dans un contexte de taux d'intérêt élevés. Parmi les autres métaux, le platine au comptant a chuté de 0,3 % pour atteindre 945,25 dollars l'once, tandis que le palladium a progressé de 0,4 % à 923 dollars. Les analystes estiment que la demande pour ces deux métaux industriels pourrait diminuer si les droits de douane proposés par l'administration Trump sur les importations automobiles américaines affectent les ventes de véhicules. L'argent au comptant était en baisse de 0,1% à 31,13 dollars.

SONATRACH

Prolongation de la date limite de soumission des résumés jusqu'au 6 mars

Sonatrach a annoncé, hier dans un communiqué, la prolongation de la date limite de soumission des résumés pour la 12e édition des Journées Scientifiques et Techniques jusqu'au 6 mars 2025

« La société nationale des hydrocarbures "SONATRACH" a annoncé la prolongation de la date limite de soumission des résumés dans le cadre de la 12e édition des Journées Scientifiques et Techniques, qui se tiendra du 23 au 25 juin 2025, au Centre des conférences de la wilaya d'Oran, sous le thème ''L'énergie de l'innovation technologique", lit-on dans le communiqué du Groupe. Pour rappel, les Journées Scientifiques et Techniques de SONATRACH ont, depuis plus de trois décennies, constitué un rendez-vous important réunissant les meilleures compétences du secteur de l'énergie ainsi que des experts scientifiques renommés. Lancées pour la première fois en 1994, ces journées sont devenues un espace unique pour le partage des connaissances, la mise en lumière des meilleures pratiques et la promotion d'un dialogue constructif entre les experts nationaux et internationaux.

Cette nouvelle édition des Journées Scientifiques et Techniques représente une occasion pour les compétences de SONATRACH et de ses partenaires, ainsi que pour les experts et chercheurs nationaux et internationaux, de se réunir afin de discuter des enjeux communs pour la construction de l'avenir énergétique. « Cette édition se positionne comme un rassemblement de premier plan dédié à l'exploration des enjeux stratégiques et à la réflexion collective sur les défis énergétiques et les solutions innovantes qui façonneront l'avenir de notre secteur dans la région », indique le PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi dans son message adressé aux invités de ces JST 12, précisant que trois thématiques stratégiques pour notre industrie seront au menu. il s'agit en effet de l'exploration et production (Pétrole & Gaz), intégrant les avancées technologiques dans l'exploration pétrolière et gazière et l'amélioration de la récupération dans différents types de réservoirs ; l'Environnement et Développement Durable, piliers essentiels de la transition énergétique mondiale et la transformation digitale, moteur clé pour améliorer la performance et promouvoir l'innovation.

CHU D'ORAN

Des ateliers thérapeutiques de cuisine pour la réadaptation de patients en situation d'handicap

Le service de médecine physique et de réadaptation du CHU " Docteur Benzerdjeb " d'Oran a lancé, récemment, des ateliers thérapeutiques en cuisine, pour la réadaptation de personnes en situation d' handicap, a-t-on appris auprès du chef de ce service le Pr Layadi Khaled. Il s'agit d'une approche thérapeutique relevant de l'ergothérapie, qui consiste à réaliser des activités spécifiques pour améliorer les capacités motrices et intellectuelles des personnes en situation d'handicap, a expliqué le même responsable.

Le service de médecine physique et de réadaptation du CHU d'Oran a ainsi entamé, depuis quelques mois, un programme au profit d'une dizaine de ses patients, avec des ateliers de cuisine, de gâteaux et de chocolat, encadré par des spécialistes, a-t-il précisé. " Faire ce genre d'activité améliore la concentration et la motricité de ces personnes ", a-t-il expliqué, ajoutant que les ateliers, organisés une fois par semaine, sont encadrés par des médecins spécialistes en réadaptation, de kinésithérapeutes, d'ergothérapeutes, tous bénévoles, en plus des membres d'une association locale. Le service compte diversifier ses activités en introduisant de nouvelles activités, notamment la poterie et les boules magiques, a-t-on indiqué de même source, ajoutant que l'idée est de favoriser la réadaptation physique de ces personnes, tout en leur enseignant des compétences pouvant constituer le début d'une activité lucrative.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 02 مارس 2025 الموافق لـ 02 رمضان 1446
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 02 Mars 2025 (02 Ramadan 1446)

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج/كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	82	96	68	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	91	105	76	الطماطم	
	Oignon sec	51	58	44	البصل الجاف	
	Ail sec	689	773	605	الثوم الجاف	
	Carotte	72	81	63	الجزر	
	Navet	79	88	70	لفت	
	Choux fleur	66	75	57	قرنبيط	
	Choux	84	95	73	الكرنب	
	Courgette	143	155	130	الكوسة	
	Haricot vert	418	441	394	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	103	116	90	الخس	
Fruits frais	Orange	100	130	70	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	110	135	85	الليمون	
	Pomme locale	445	554	336	التفاح المحلي	
	Datte	530	662	398	التمر	
	Banane	538	552	523	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1749	1888	1611	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	405	418	393	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	19	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	98	103	92	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,40	-1,15	8,10	7,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 396,00	NC	0,00	0,25	3,50	7,19	7,51	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 259,00	NC	0,00	-0,18	-0,84	11,88	5,53	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-1,81	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	404,00	NC	0,00	-0,12	-9,44	2,03	-	0	0,00

PRIX ET RÉGULATION DU MARCHÉ DURANT LE RAMADHAN

Le ministère du commerce satisfait

S'il y a des craintes à prévoir durant ce mois sacré, ce sont celles des pénuries, de l'augmentation des prix et de la perturbation de la distribution. C'est d'ailleurs fort de l'expérience des années précédentes que les pouvoirs publics ont étudié tous les travers et ont entrepris d'y répondre à travers des mesures qui portent leurs effets. C'est du moins l'avis d'Abdallah Benhalla, Directeur des études et de la prospective économique au ministère du Commerce, qui s'est exprimé chez nos confrères de la radio nationale.

Par Réda Hadi

Pour ce responsable, toute l'organisation commerciale assurée pour le Ramadhan attire satisfaction au ministère du Commerce qui a anticipé, les préparatifs et assurer le suivi des actions entreprises à l'objet de réguler l'approvisionnement du marché national et stabiliser les prix.

En effet en ce troisième jour du ramadhan, hormis quelques embardées sporadiques des prix dan certain marchés, et des petits disfonctionnement qui ont légèrement perturbé le circuit de distribution, tous les acteurs sollicités pour un Ramadhan sans encombre, ont joué le jeu, et respecté les règles.

Durant son intervention, ce responsable a tout de même regretter que notre mode de consommation perturbe quelque peu l'organisation mise en place.

Et pour cause, celui-ci n'exclut pas, que le problème d'aujourd'hui demeure la distribution et surtout le comportement des citoyens, qui ont tendance à sur acheter profitant de la baisse des prix pour stoker, ainsi que ceux qui achètent leurs provisions de chez l'informel et ainsi l'encourager. Ainsi, explique-t-il, les dispositions prises comme les marchés de proximité spéciaux mis en place, les importations d'appoint et les ventes promotionnelles assurées occasionnellement ne suffisent pas.

A Bach Djerah marché réputé pour ses bas prix, les chalands ne manquent pas, et bien avant le Ramadhan tout le monde se précipite pour acheter en grande quantité pour évidement stocker afin de profiter de l'aubaine. Ce qui a la longue pourrait provoquer des manques. Pourtant indique M. Benhalla, le ministère du Commerce intérieur a pris très tôt plusieurs dispositions pour préparer ce rendez-vous social spécial, évoquant les décisions prises, en collaboration avec les intervenants de la chaine de production, d'importation et de distribution pour un approvisionnement régulier et sans perturbations des denrées alimentaires durant tout le mois sacré.

Le Ramadhan, dit-il, est connu pour le changement du comportement des citoyens d'où la problématique de certaines perturbations dans la disponibilité des matières d'approvisionnement. Et ceci est d'autant plu vrai que producteurs, importateurs et agriculteurs sont tous mobilisés, à l'instar de l'expérience de l'année passée, pour assurer une disponibilité de tous les produits de consommation avec des prix stable.

D'ailleurs, celui-ci tient à préciser que pour cette année, depuis janvier plusieurs réunions ont eu lieu avec les producteurs de l'huile, du sucre pour augmenter la capacité de production.

Dans cette optique, il y a eu des inspections par les cadres du ministère qui se sont déplacés sur le terrain pour voir de près les capacités théorique et pratique de production.

De mémé qu'il y en a eu aussi avec des importateurs de viandes, du café pour connaitre les engagements de ces produits. Des réunions avec les gérants des minoteries et des marchés de gros et en fin avec les associations de protection des consommateurs, et de l'Union générale des commerçants algériens et le CREA qui a aidé dans la démarche de baisse des prix sur éventail de 100 produits. S'inspirant de l'expérience de l'an passé, les cellules de veille, au niveau des wilayas, sont reconduites pour suivre l'évolution des marchés en matière d'approvisionnement mais aussi des prix. Parmi les facteurs qui freinent l'avènement d'un marché stable en dehors l'informel, l'orateur cite les la problématique des infrastructures. Il y a 618 marchés mal exploité ou inexploités au niveau national et ce à cause des marchands non satisfaits de la marge bénéficiaire administrée, refusent de rejoindre leurs étals, fait-il savoir, regrettant qu'ils préfèrent exercer dans l'informel, encouragés par le comportement du consommateur malheureusement. L'exploitation de ces marchés impose, dit-il, de revoir les outils de leur exploitation. Pour cela, le responsable suggère plusieurs mécanismes pour réguler le marché dont les infrastructures qui sont très importantes, voire indispensables. Il y a le projet d'ouverture d'un certain nombre de marchés de gros dans différentes régions du pays qui aideront à stabiliser le marché globalement, conclut-il.

COMMERCE

Les nouveaux membres du Conseil de la concurrence installés

Par S R.

Le ministre du Commerce intérieur et de la régulation du marché national, Tayeb Zitouni, a supervisé hier, la cérémonie d'installation du président et des membres du nouveau Conseil de la concurrence, sous la présidence d'Ahmed Dkhinissa. Lors de son discours, le ministre a affirmé que l'installation de la nouvelle composition du Conseil de la concurrence s'inscrit dans le cadre des directives du Président de la République, visant à garantir l'application effective de la loi sur la concurrence, notamment en ce qui concerne la prévention des situations de monopole et la lutte contre les pratiques visant à en tirer profit au détriment de l'approvisionnement du marché national. Soulignant l'importance cruciale du Conseil de la concurrence, Zitouni a invité les nouveaux membres à s'engager pleinement dans l'exercice de leurs fonctions conformément à la loi, dans un cadre de transparence et de neutralité totale, contribuant ainsi à créer un environnement concurrentiel sain qui protège les consommateurs et garantit l'égalité des chances entre tous les acteurs économiques.

Le ministre a également appelé à réfléchir à une révision de la loi sur la concurrence en ouvrant un large débat avec les différents acteurs et organisations professionnelles, afin de parvenir à des mesures efficaces et efficientes pour lutter contre la spéculation et le monopole, assurant ainsi l'équilibre du marché et protégeant le pouvoir d'achat des citoyens.

Il a insisté, dans le même contexte, sur l'engagement de son ministère à fournir tout le soutien nécessaire au Conseil de la concurrence, afin de lui permettre d'accomplir ses missions de surveillance et de régulation dans les meilleures conditions.

De son côté, le nouveau président du Conseil de la concurrence a exprimé sa gratitude pour la confiance qui lui a été accordée ainsi qu'à l'ensemble des membres du Conseil, affirmant son engagement, ainsi que celui de son équipe, à déployer tous les efforts nécessaires pour atteindre les objectifs du Conseil, conformément à l'approche économique fixée par le Président de la République, et exprimant son désir de renforcer la transparence et de protéger les intérêts de toutes les parties prenantes sur le marché national.

PROMOTION DE LA PRODUCTION LOCALE

Signature de conventions-cadre entre la SIH et six Groupes industriels

Par R E.

Des conventions-cadre ont été signées, dimanche à Alger, entre la Société d'investissement hôtelière (SIH) et six groupes industriels relevant du ministère de l'Industrie, en vue d'approvisionner des établissements hôteliers relevant de la SIH en divers produits et services industriels fournis par ces groupes publics, a indiqué un communiqué du ministère. Ces conventions-cadre dont la cérémonie de signature a été présidée par le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb et s'inscrivant dans le cadre de la stratégie du ministère visant à renforcer le partenariat entre les différentes filières industrielles et à développer les chaînes d'approvisionnement nationales, ont été signées avec la Société Holding agro-industries (Agrodiv), le Holding Textiles et Cuirs GETEX , le Holding Algeria Chemical Specialities (ACS), Algerian General Mechanics AGM-Holding, Groupe Industries Locales (Divindus) et le Holding Equipements Electriques Electrodomestiques Electroniques (ELEC EL-Djazaïr). Ces conventions visent à approvisionner les établissements hôteliers relevant de la SIH en divers services et produits industriels fabriqués localement, en vue de couvrir les besoins des établissements hôteliers en produits alimentaires de haute qualité et en produits textiles destinés à l'hôtellerie, tels que les couvertures, les serviettes et les rideaux, selon les normes en vigueur, ainsi que d'une large gamme de peintures adaptées aux usages hôteliers. Il s'agit également des produits en bois et du mobilier hôtelier, dont les tables, les chaises, le mobilier des chambres et des restaurants, les ustensiles et accessoires d'hôtellerie, les couverts de table et les produits électroménagers et électroniques pour fournir aux hôtels des équipements modernes, ainsi que des pompes à eau afin d'assurer la continuité des services hôteliers dans les meilleures conditions. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre de l'Industrie a insisté sur la nécessité d'améliorer la qualité des produits nationaux et de recourir à l'innovation, en conformité avec les normes en vigueur dans le domaine de l'hôtellerie, afin de garantir la compétitivité des produits algériens dans ce secteur stratégique. Il a également appelé à "un suivi régulier de la mise en œuvre de cette convention, à travers une action commune entre la SIH et les groupes industriels, afin d'assurer l'approvisionnement des hôtels en produits de haute qualité et à des prix concurrentiels". Il a, en outre, souligné l'importance d'"élargir ce partenariat pour englober de nouveaux domaines, afin de renforcer la complémentarité industrielle et de soutenir l'économie nationale, en unissant les efforts du domaine industriel national, en exploitant les capacités de production locales et en renonçant progressivement aux importations". Cette convention traduit "l'engagement du ministère de l'Industrie à soutenir les entreprises nationales et à renforcer l'interconnexion entre les différents secteurs économiques, dans l'objectif de réaliser le développement durable et de créer une valeur ajoutée pour l'industrie nationale, notamment dans le secteur des services hôteliers, qui connaît une évolution rapide", ajoute la même source.

ALGER

Le wali inspecte les projets de réalisation de piscines semi olympiques

Le wali d'Alger Mohamed Abdennour Rabhi a inspecté, dimanche, les projets de réalisation de piscines semi olympiques, et ce, dans le cadre de la stratégie de concrétisation "d'une piscine dans chaque commune" à Alger, indique un communiqué des services de la wilaya.
M. Rabhi a inspecté la piscine semi-olympique en cours de réalisation au niveau du complexe sportif Abderrahmane Idir à El Biar et celle de la cité la Liberté, dans la commune de Dar El Beïda, dont les travaux ont été achevés. Il a également inspecté l'état d'avancement du projet de la piscine de la commune de Mohammadia, précise le communiqué.
A cette occasion, le wali a insisté sur la nécessité "d'achever tous les travaux relatifs aux piscines et de mobiliser les ressources humaines et matérielles nécessaires afin de livrer ces infrastructures avant la saison estivale".
Dans le cadre de la stratégie de la wilaya d'Alger visant la réalisation d'une piscine dans chaque commune, dix piscines semi-olympiques ont été mises en service, portant leur nombre à 29.
Par ailleurs, 12 autres piscines sont actuellement en cours de réalisation dans plusieurs communes, outre 13 autres dont "les travaux débuteront dès l'achèvement des procédures administratives au niveau de plusieurs wilayas".
Compte tenu de l'importance de ces nouvelles infrastructures sportives, les services de la wilaya, en coordination avec l'Assemblée populaire de wilaya (APW), ont décidé de créer un nouvel établissement chargé de la gestion des piscines et des différentes infrastructures sportives de la capitale, conclut le communiqué.

AIN DEFLA

Des projets pour améliorer la distribution d'eau potable et mobiliser la ressource

Plusieurs projets ont été inscrits au titre de l'année 2025 dans la wilaya d'Ain Defla visant la mobilisation de la ressource hydrique pour renforcer le réseau de distribution d'eau potable à travers les communes, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction locale des ressources en eau (DRE).

Le programme de l'année 2025 comporte des opérations qui concernent notamment la mobilisation de la ressource à travers plusieurs communes et la réalisation d'un canal pour protéger la ville de Khemis Miliana des inondations, a indiqué à l'APS, le premier responsable du secteur, Rabah Bekhtiar, ajoutant que le montant alloué à ces opérations est de l'ordre de 980 millions DA.
S'agissant de la mobilisation de la ressource, M. Bekhtiar a souligné qu'il était prévu la réalisation de 17 forages à travers 11 communes, à savoir, El Attaf, Rouina, Ain Torki, Djendel, Djelida, Djemâa Ouled Cheikh, Ain Defla, Miliana, Khemis Miliana, Ain Lechiakh et El Amra, et ce, pour un montant de 500 millions DA.
Deux autres opérations sont inscrites pour l'année 2025, a fait savoir le responsable. Il s'agit notamment de la rénovation du réseau de distribution d'eau potable de la ville d'El Attaf pour une enveloppe financière de 200 millions DA et de la réalisation de 3 réservoirs d'une capacité de 1000 m3 chacun à Sidi Bouabida, Sidi Hamou et dans la commune de Ben Allal, a-t-il affirmé.
En outre, une enveloppe de 150 millions DA a été mobilisée dans le cadre du programme dédié à la construction d'une partie du canal de l'oued El Maleh, et ce, pour protéger la ville de Khemis Miliana du risque des inondations, a-t-il ajouté.
Le même responsable a tenu à assurer que les procédures administratives pour le lancement des projets en question ont été déjà entamées et le début des travaux est prévu pour la mi-mars en cours.
Plusieurs projets sont en cours de réalisation dans la wilaya, à savoir, le projet de renforcement et d'extension du réseau AEP de la commune de Tacheta Zougagha à partir du champ captant d'El Abadia et le projet de renforcement de l'AEP de la ville de Tiberkanine, a-t-il dit.
D'autres opérations sont également en cours notamment le projet de raccordement des localités d'El Aouaidia et El Hemaied relevant de la commune de Djelida et la réalisation des réservoirs à Zedine et Djemâa Ouled Cheikh, a-t-il ajouté.
Des projets ont été aussi réceptionnés durant l'année 2024, à l'instar du collecteur principal des eaux usées au profit des localités d'El Atba et la partie est d'Ouled Moussa dans la commune d'El Attaf et l'aménagement de l'oued au niveau de la localité Zaouia Ben Chergui à El Abadia, a fait savoir M. Bekhtiar.
Par ailleurs, le même responsable a noté qu'au niveau de la wilaya d'Ain Defla, l'étude a déjà débuté pour la réalisation de la conduite à l'aval de la future station de dessalement de l'eau de mer d'El Marsa à Chlef, d'une capacité de production de 300.000 m3/jour.

TIMIMOUN/ RAMADHAN

Ouverture d'une vingtaine de restaurants Rahma

Une vingtaine de restaurants "Rahma" destinés aux personnes nécessiteuses et de passage sont ouverts dans la wilaya de Timimoun, à l'occasion du mois de Ramadhan, a-t-on appris dimanche de la direction locale de l'action sociale et de la solidarité (DASS).
Initiés par divers organismes, dont le comité de wilaya du Croissant rouge algérien (CRA), les Scouts musulmans algériens (SMA) et des associations caritatives, ces restaurants de solidarité dediés à l'iftar (rupture de jeûne) sont répartis à travers les dix communes de compte la wilaya, a précisé à l'APS le directeur du secteur, Abdelakder Belahdji.
Ces restaurants ont servi près de 1.661 repas chauds à table ou à emportés au profit des usages de la route notamment, lors du 1er jour du mois sacré, a-t-on indiqué.
Par ailleurs, pas moins de 4.000 colis alimentaires ont été attribués, dans le cadre d'une action caritative organisée par le comité de wilaya du CRA, le group Sonatrach et la Fondation nationale pour la promotion de la santé et du développement de la recherche (FOREM), selon la DASS.
En outre, l'opération de versement de la prime du Ramadhan fixée à 10.000 DA a bénéficié cette année prés de 12.800 familles nécessiteuses à travers la wilaya, a-t-on ajouté.
Une exposition de la femme au foyer productrice s'est également ouverte à Timimoun à cette occasion, a-t-on encore signalé de même source.

TIZI-OUZOU

Lancement des soirées ramadhanesques de l'association Djurdjura

Le coup d'envoi de la 5ème édition des soirées ramadhanesques "Aferag inazuren" (Le carrefour des artistes), de l'association culturelle Djurdjura a été donné dimanche soir au siège de l'association, au centre ville de Tizi-Ouzou. Organisée, depuis 2012, en collaboration avec d'autres associations ainsi que l'Assemblée communale (APC) de Tizi-Ouzou et l'Assemblée populaire de wilaya (APW), cette 5ème édition de ce rendez-vous du mois de ramadhan est dédiée à l'une des icônes de la chanson chaabi, Cheikh El Hesnaoui.
Les soirées, qui se dérouleront dans le cadre convivial qu'est le siège de l'association, seront animées de manière bénévole par une pléiade d'artistes qui viendront faire étalage de leur art.
"Les artistes, chanteurs ou comédiens, ne sont pas rémunérés et se produisent à titre gracieux pour le plaisir de retrouver l'ambiance d'antan", dira Mohamed Tajadt, de l'association organisatrice. Pour cette première soirée, une panoplie de jeunes artistes amateurs ont ouvert le bal avec des récitals chaabi puisés du terroir. Outre la chanson, théâtre (Sketches et monologue), poésie (déclamations et soirées poétiques avec des poètes en herbe) et cinéma (projections et débats) sont, également, au programme de ce rendez-vous culturel.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Un programme d'approvisionnement en eau "tous les deux jours" pour le chef-lieu de wilaya

L'unité de Bordj Bou Arreridj de l'Algérienne des eaux (ADE) a lancé un programme d'approvisionnement en eau potable "tous les deux jours" au profit des habitants du chef-lieu de wilaya après la mise en service du projet de raccordement du barrage d'Ain Zada (Bordj Bou Arreridj) à celui d'El Maouane (Sétif), a-t-on appris dimanche auprès du directeur de cette unité.
Le volume ainsi transféré quotidiennement au barrage d'Ain Zada et estimé à 60.000 m3 a permis d'établir un nouveau programme d'approvisionnement des communes depuis ce barrage dont la ville de Bordj Bou Arreridj où l'alimentation en eau potable est désormais assurée tous les deux jours contre une fois tous les quatre jours, a précisé M. Khalil Ghouila.
L'accélération de la réalisation du projet de raccordement des barrages d'Ain Zada et d'El Maouane retenu dans le cadre des grands transferts d'eau, en application des instructions du ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal au cours de sa dernière visite dans la wilaya, a permis sa réception avant le délai initialement fixé pour la première semaine du Ramadhan, a-t-il ajouté.
Le projet a également inclus la pose et la soudure de 700 mètres linéaires de canalisations de 1000 mm de diamètre permettant de transférer quotidiennement 60.000 m3 vers la station de pompage d'Ain Zada pour renforcer l'approvisionnement de 14 communes de la wilaya par des quantités supplémentaires d'eau potable, selon encore la même source.
Le responsable de l'ADE a également assuré que les actions des équipes spécialisées de lutte contre les fuites seront renforcées, invitant les citoyens à soutenir ses efforts d'amélioration du service d'eau par le signalement des fuites observées et la rationalisation de la consommation d'eau

Gaza n'est pas à vendre, quoi qu'en dise Trump

L'absurde projet de Trump consistant à annexer Gaza ne sera jamais toléré par les Palestiniens.

2e partie et fin

Par Michel Moushabeck (*)

Et comme si cela ne suffisait pas, Trump a également déclaré qu'il prendrait une décision concernant l'annexion potentielle de la Cisjordanie par Israël dans les quatre prochaines semaines – une décision préconisée par celui qu'il a nommé ambassadeur des États-Unis en Israël, le chrétien évangélique ultra-sioniste Mike Huckabee. Si Israël annexe officiellement la Cisjordanie, il s'agira d'une étape décisive vers la solution « sans État », qui consiste à vider les territoires occupés de tous les Palestiniens.

Le moment est venu pour tous les autres États membres des Nations unies qui ne l'ont pas fait de reconnaître l'État de Palestine et de soutenir l'arrêt de la Cour internationale de justice qui a déclaré que l'occupation par Israël de la Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-Est – ainsi que le système d'apartheid israélien – est illégale et doit cesser immédiatement.

Les dirigeants mondiaux rejettent le plan du président Trump

Bien que l »excursion' proposée à Gaza s'écarte de leur programme « L'Amérique d'abord », les Républicains ont unanimement salué le plan de Trump, qu'ils qualifient de « novateur » et de « sortant des sentiers battus ». Dans un message sur X, le secrétaire d'État Marco Rubio a repris l'affirmation du président Trump. Il a écrit : « Comme @POTUS nous l'a dit aujourd'hui, les États-Unis sont prêts à diriger et à rendre Gaza belle à nouveau. (Make Gaza Beautiful Again)

Mais à l'exception des Républicains et du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou, qui a salué Trump comme « le plus grand ami qu'Israël ait jamais eu à la Maison Blanche », le projet du président Trump de s'emparer de Gaza et d'envoyer 2 millions de Palestiniens vivre « en paix et en harmonie » ailleurs – ce qui revient en fait à un nettoyage ethnique les bannissant de leur patrie – a été condamné par les dirigeants du monde entier.

Aux États-Unis, la députée Rashida Tlaib a écrit sur les médias sociaux : « Les Palestiniens ne vont aller nulle part. Ce président ne peut débiter ces conneries fanatiques que grâce au soutien bipartisan du Congrès qui accepte le financement du génocide et du nettoyage ethnique. Il est temps que mes collègues qui défendent la solution à deux États s'expriment. »

En Israël, l'ancien Premier ministre Ehud Olmert a déclaré à NPR : « Toutes les parties concernées, à l'exception d'Israël, sont totalement opposées à ce projet. » Et l'ancien ministre israélien des affaires étrangères, Shlomo Ben-Ami, a déclaré à la NPR : « C'est totalement irréaliste et cela reflète un manque total de connaissances quant au contexte historique, aux origines des Palestiniens et à leur identité collective. »

Les dirigeants du monde arabe ont catégoriquement rejeté le plan de Trump, notamment l'Égypte, la Jordanie et l'Arabie saoudite, qui ont publié une lettre commune condamnant le transfert forcé des Palestiniens de Gaza comme une menace pour la paix dans la région, comme l'a rapporté le New York Times.

Le mardi 4 février, le ministère saoudien des affaires étrangères a publié une déclaration réitérant le soutien « ferme et inébranlable » de la nation à la création d'un État palestinien et affirmant qu'à défaut, elle n'établirait aucune relation diplomatique avec Israël. Il a déclaré : « L'Arabie saoudite réitère également son rejet sans équivoque, déjà annoncé précédemment, de toute atteinte aux droits légitimes du peuple palestinien, que ce soit par le biais de politiques de colonisation israéliennes, de l'annexion de terres palestiniennes ou de tentatives visant à déplacer le peuple palestinien de ses terres.

Une opposition similaire a été rapidement exprimée par les dirigeants européens, dont ceux qui, avec les États-Unis, sont complices du génocide de Gaza. Le Premier ministre britannique Keir Starmer a déclaré : « Les Palestiniens doivent pouvoir rentrer chez eux. Ils doivent être autorisés à reconstruire, et nous devrions les accompagner dans cette reconstruction sur la voie d'une solution à deux États. » La ministre allemande des affaires étrangères, Annalena Baerbock, a déclaré dans un communiqué qu'il serait « inacceptable et contraire au droit international » de déplacer des citoyens palestiniens hors de Gaza. Reuters rapporte que le ministère français des affaires étrangères a publié une déclaration dans laquelle Paris « réitère son opposition à tout déplacement forcé de la population palestinienne hors de Gaza ».

Gaza n'a pas été frappée par une catastrophe naturelle ; elle a été détruite par les bombes américaines et les frappes aériennes israéliennes

Lors de sa conférence de presse, le président Trump a parlé de Gaza comme si la ville avait eu de la « malchance » et avait été dévastée par une catastrophe naturelle. Il a déclaré que Gaza était un symbole de mort et de destruction depuis si longtemps et qu'elle était « très malchanceuse depuis longtemps ». Il a ajouté : « La présence de Gaza n'a jamais été une bonne chose. Elle ne devrait pas être soumise à un processus de reconstruction et d'occupation par les mêmes personnes qui ont combattu en son nom, qui y ont vécu, qui y sont mortes et qui y ont vécu une existence misérable.

« Je ne pense pas que les gens devraient retourner à Gaza. Je pense qu'ils n'ont pas eu de chance à Gaza. Ils ont vécu un véritable enfer. »

Lorsqu'on lui a demandé si les Palestiniens seraient autorisés à retourner à Gaza, il a répondu : « J'espère que nous pourrons faire quelque chose de vraiment bien, de vraiment chouette, où ils ne voudront pas revenir, ajoutant : j'espère que nous pourrons faire quelque chose où ils n'auront pas envie de revenir. Qui voudrait y retourner ? Ils n'ont connu que la mort et la destruction. »

Ni les États-Unis ni Israël n'ont le droit de procéder au nettoyage ethnique d'une population autochtone. Si le président Trump continue avec l'expulsion forcée des palestiniens de Gaza, il commettra un crime de guerre qui pourrait lui valoir un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale, au même titre que son ami Netanyahou.

La Palestine est dans l'ADN des Palestiniens – notre attachement à notre terre est inébranlable. C'est faire preuve de myopie que de croire qu'après près d'un siècle de souffrance et de lutte pour l'égalité et la liberté – sans parler des sacrifices de plus de 62 000 personnes massacrées à Gaza au cours des 16 derniers mois et des milliers de Palestiniens qui croupissent toujours dans les prisons israéliennes – les Palestiniens vont abandonner la lutte pour l'autodétermination et la fin de l'oppression, de l'apartheid et de l'occupation.

En dépit de la proposition destructrice de Trump, la volonté des Palestiniens du monde entier est claire comme de l'eau de roche : Gaza – ou toute partie du territoire occupé – n'est pas sur le marché. Il n'y aura pas de développement immobilier sur les cadavres de milliers de Palestiniens. Soyez assurés que les Palestiniens résisteront de toutes leurs forces à la « belle » colonisation et à l'occupation par les États-Unis – nous refuserons la vision de Trump de transformer Gaza en « Riviera du Moyen-Orient » avec des terrains de golf, des casinos et des stations balnéaires de type Mar-a-Lago. Ne touchez pas à la bande de Gaza occupée, à la Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

(*) Écrivain, éditeur, traducteur et musicien palestino-américain. Il est le fondateur et l'éditeur d'Interlink Publishing, une maison d'édition indépendante du Massachusetts créée il y a 38 ans. Plus récemment, à titre d'invité, il a édité le numéro d'hiver de la Massachusetts Review intitulé « A View from Gaza » (Point de vue depuis Gaza). Suivez-le sur Instagram @ReadPalestine.

Source : Truthout
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

TUNISIE

L'Etat développe un plan de lutte contre le gaspillage alimentaire

Le gaspillage alimentaire cause chaque année des pertes économiques considérables et constitue un obstacle majeur à la sécurité alimentaire dans le monde. Les autorités tunisiennes s'activent à réduire ce phénomène.
En Tunisie, une stratégie nationale de lutte contre le gaspillage alimentaire sera adoptée d'ici septembre 2025. C'est ce qu'a révélé le vendredi 28 février Mohamed Chokri Rejeb, Directeur général de l'Institut national de la consommation (INC), précisant que l'élaboration de cette feuille de route implique l'expertise de nombreux ministères, dont ceux en charge du Commerce, de l'Agriculture et de l'Industrie.
« Cette stratégie reposera sur plusieurs axes, notamment la sensibilisation aux impacts socio-économiques et environnementaux du gaspillage alimentaire, l'implication de toutes les parties prenantes (consommateurs, industriels, hôteliers, restaurateurs, société civile, etc.), l'intégration de cette problématique dans les programmes éducatifs et la mise en place d'un cadre réglementaire spécifique » précise le responsable.
Pour Lamia Abroug, cheffe de cabinet du ministre du Commerce et du Développement des exportations, cette croisade lancée contre le gaspillage alimentaire est un impératif en raison des retombées conséquentes de ce phénomène sur l'économie, et de la menace qu'il représente pour la sécurité alimentaire. Les données compilées par l'INC indiquent par exemple qu'en 2021, le gaspillage alimentaire des ménages tunisiens représentait 5% de leurs dépenses alimentaires, soit 910 millions de dinars (environ 287,4 millions USD).
Dans le pays, le pain est la principale denrée touchée. Selon les données officielles, environ 900 000 miches de pain sont gaspillées par jour chaque année, ce qui représente un manque à gagner de près de 100 millions de dinars par an.
S'il est encore trop tôt pour parler de l'impact de la stratégie de lutte contre le gaspillage alimentaire en Tunisie, le pays prend en tout cas une sérieuse option en la matière dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord.
D'après les données de la FAO, les pertes et gaspillages de nourriture sont estimés à plus de 200 kg/personne/an, soit plus de 50 milliards USD perdus annuellement dans cette région.

ARABIE SAOUDITE

L'exposition SEA 2025 rassemblera les leaders du secteur en mai

Le Saudi Entertainment and Amusement Expo est prêt à revenir pour sa septième année, du 20 au 22 mai au Riyadh Front Exhibition and Conference Center. Cet événement réunira les plus grandes marques mondiales du divertissement et des loisirs, et présentera les dernières avancées dans le secteur.

L'exposition SEA 2025 se déroulera parallèlement à la Saudi Light and Sound Expo et présentera l'innovation et les tendances de l'industrie en réunissant des experts mondiaux et des leaders du secteur.
Alors que l'Arabie saoudite accélère ses ambitions dans le cadre de la Vision 2030 et se positionne comme le point nodal du paysage mondial du divertissement et de l'amusement, l'exposition sert de plateforme centrale où les leaders de l'industrie, les investisseurs et les visionnaires du monde entier convergent pour façonner activement l'avenir du divertissement.
Des parcs à thème aux technologies expérientielles, les marques locales et internationales trouvent de nouveaux moyens de participer au paysage du divertissement et de l'amusement en Arabie saoudite.
Sarkis Kahwajian, vice-président associé de l'organisateur DMG Events, a déclaré : « Le SEA Expo illustre l'engagement du Royaume à devenir un leader mondial dans le secteur du divertissement.
« SEA Expo alimente ce changement dans le secteur du divertissement et de l'amusement, en fournissant une plateforme recherchée par les entreprises pour se connecter, collaborer et innover, conformément à la Vision 2030 de l'Arabie saoudite et à l'évolution rapide du paysage du divertissement au Moyen-Orient. »
Avec plus de 300 marques locales et mondiales présentant les dernières innovations en matière de divertissement, de parcs à thème, de technologie du divertissement et bien plus encore, l'exposition devrait accueillir plus de 15 000 professionnels de l'industrie du divertissement, ouvrant la voie à des collaborations internationales vitales et à des investissements de plusieurs milliards de dollars.
L'exposition, qui se tient en même temps que la SLS Expo, multiplie les possibilités et les expériences en réunissant deux événements industriels distincts en un seul lieu. Cette concentration permet aux participants d'explorer un large éventail de produits, de solutions et d'innovations, non seulement dans le domaine du divertissement et des loisirs, mais aussi dans celui de la conception d'éclairage professionnel, de la technologie et des avancées audio.
La SLS Expo présentera les dernières innovations en matière de son, d'éclairage et d'audiovisuel.
M. Kahwajian a ajouté : « SLS Expo 2025 est l'occasion idéale pour les professionnels de voir comment les nouvelles technologies propulsent le secteur de l'éclairage et du son du Royaume vers de nouveaux sommets. Nous sommes convaincus que cette exposition est un accélérateur pour l'industrie dans la région. »
Alors que l'industrie de l'éclairage et du son en Arabie saoudite se développe conformément aux objectifs de Vision 2030 en matière de développement économique, d'expansion du divertissement et d'amélioration des infrastructures, SLS Expo joue un rôle essentiel dans ce progrès, a-t-il déclaré, ajoutant qu'avec des investissements majeurs dans des sites impressionnants et des technologies événementielles ingénieuses, il présentera des innovations qui façonneront l'avenir de l'éclairage et du son professionnels dans le Royaume.

MAURITANIE

Sept milliards d'ouguiya de dons caritatifs

Le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, a ordonné la distribution de près de sept milliards d'anciennes ouguiyas aux familles à faible revenu, aux mosquées, aux mahadras et aux personnes atteintes de maladies chroniques, à l'occasion du mois sacré de Ramadan 1446 Hijra/2025.
Dans une allocution prononcée lors de la supervision du lancement de la plus grande opération de soutien socio-économique aux citoyens à l'occasion du mois sacré de Ramadan, S.E. le Président a indiqué qu'il a également veillé à améliorer les conditions de vie des citoyens et à assurer l'approvisionnement en produits de base et en denrées alimentaires qui sont fréquemment utilisés au cours de ce mois.
Voici le texte du discours du Président de la République :« Nous avons demandé qu'un effort soit fait pour améliorer les conditions de vie de la population en général et plus particulièrement pendant le mois sacré du Ramadan.
Par cette initiative, le marché sera approvisionné en permanence en produits de base et en denrées alimentaires en général, qui sont fréquemment utilisés pendant le mois sacré ; nous tenons à ce que cela se fasse de manière continue tout au long du mois à des prix stables et abordables afin d'éviter la spéculation.
Nous avons également ordonné la distribution d'environ sept milliards d'ouguiyas anciennes par le biais de transferts en espèces et de distributions en nature aux familles à faible revenu, aux mosquées, aux mahdras et, dans certains cas, aux personnes souffrant de maladies chroniques.

DÉCAISSEMENT DE LA DEUXIÈME TRANCHE D'UN PAQUET FINANCIER DE 4 MILLIARDS D'EUROS PROMIS PAR L'UE

L'Egypte exige l'accélération de l'opération

L'Egypte a exigé l'accélération du décaissement de la deuxième tranche d'un paquet financier de 4 milliards d'euros promis par l'Union Européenne, ceci lors d'une visite au Caire de la commissaire de l'UE pour la région de la Méditerranée, Dubravka Šuica, dimanche 2 mars. « Nous aspirons à travailler avec la commissaire européenne pour soutenir la coopération avec l'Union et mettre en œuvre les six fondements du partenariat stratégique et global », a déclaré le chef de la diplomatie égyptienne, Badr Abdelatty, lors d'une conférence de presse commune avec Mme Šuica, appelant au déblocage de la deuxième tranche du paquet financier européen d'une valeur de 4 milliards d'euros. L'Egypte a reçu en janvier la première tranche de programme de partenariat avec l'Union européenne, d'un montant d'un milliard d'euros. Cela constitue la première phase d'un financement d'une valeur de 5 milliards d'euros qui sera mis à disposition de l'Egypte jusqu'en 2027. L'UE a promis l'Egypte une aide financière d'un montant de 7,4 milliards d'euros en trois ans.
Selon un communiqué de l'EU, la visite s'inscrit dans le cadre d'une série de consultations de haut niveau avec les pays du sud de la Méditerranée, menées par l'UE avec l'objectif d'élaborer un nouveau pacte pour la Méditerranée. Les pays sud de la Méditerranée sont signataires d'accords de partenariat avec l'UE. Le Partenariat Euromed, dit aussi processus de Barcelone, a été institué en 1995 à Barcelone, à l'initiative de l'Union européenne (UE) et de dix autres Etats riverains de la mer Méditerranée (Algérie, Palestine, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie et Turquie). La plupart de ces pays ont des balances commerciales défavorables à l'égard de l'UE.
Le chef de la diplomatie égyptienne a appelé à ce que ces pays soient "mieux entendus" lors des discussions en cours. « Ce pacte, actuellement en cours d'élaboration en étroite collaboration avec les partenaires méditerranéens et les pays membres, permettra de relever les défis communs en favorisant la croissance économique, et en renforçant la sécurité et la stabilité régionales », affirme le communiqué de l'UE. Ainsi, le nouveau Pacte pour la Méditerranée devrait adopter une approche plus intégrale de la coopération bilatérale et régionale, des relations avec l'Afrique du Nord et les partenaires du Golfe, de la situation actuelle au Proche-Orient, y compris les besoins de reconstruction, et du rôle de l'Union pour la Méditerranée. Il prévoit de futurs investissements dans l'énergie et la technologie climatique, ainsi que dans la gestion du phénomène migratoire. Abdelatty a souligné la priorité accordée par le gouvernement égyptien aux investissements européens expliquant que l'Egypte offre des opportunités d'investissement prometteuses dans divers secteurs, notamment dans la zone économique du canal de Suez ainsi que les opportunités de coopération dans le domaine de l'énergie. Dubravka Šuica s'était entretenue plus tôt dans la journée avec le président Abdel-Fattah Al-Sissi en présence du ministre des Affaires étrangères. La réunion a abordé les dossiers régionaux.
L'Egypte a souligné l'importance d'un soutien de l'Union européenne aux efforts visant à rétablir le calme dans les territoires occupés et à instaurer un Etat palestinien, seule garantie pour parvenir à une paix durable dans la région.
La réunion a également abordé l'importance de la coopération dans le dossier de la migration, et la nécessité d'adopter une approche globale faisant le lien entre la migration et le développement, de renforcer la coopération dans le domaine de la migration régulière, et de s'attaquer aux causes profondes de la migration illégale. L'UE consacre 1,8 milliards d'euros à l'Egypte pour renforcer les garanties d'investissement dans le pays.

CÔTE D'IVOIRE

AFG Holding entre sur le marché de l'assurance non-vie

Après le lancement d'AFG Bank CI, sa filiale bancaire en Côte d'Ivoire, AFG Holding, le pôle financier du groupe Atlantic, dirigé Koné Dossongui, poursuit son développement sur le marché ivoirien.

AFG Holding a obtenu l'agrément auprès du régulateur des assurances en Afrique francophone, la CIMA, pour lancer AFG Assurances CI, sa filiale spécialisée dans l'assurance non-vie en Côte d'Ivoire. Cette nouvelle entité dotée d'un capital de 5 milliards FCFA a été annoncée ce vendredi 28 février. Elle se concentrera sur les opérations d'assurance IARDT couvrant les branches 1 à 18 du code Cima.

N'Golo Sanogo occupera le poste de directeur général d'AFG Assurances CI, tandis qu'Emma Koné Dossongui, précédemment directrice générale adjointe d'AFG Assurances Bénin, rejoindra la société comme directrice générale adjointe, apportant son expertise accumulée depuis 2017.

AFG Assurances CI entend s'imposer comme un acteur majeur du secteur en Côte d'Ivoire. M. Sanogo a d'ailleurs souligné l'importance stratégique du marché ivoirien. « Nous sommes ravis d'intégrer le marché ivoirien si stratégique pour tout acteur panafricain ambitieux. Cette expansion est une étape importante dans notre vision de devenir un acteur majeur de l'assurance en Afrique », a-t-il déclaré.

AFG Holding en Côte d'Ivoire

AFG Holding, déjà présent en Côte d'Ivoire à travers AFG Bank CI, lancée en décembre 2023, entend s'affirmer comme un acteur clé dans les secteurs bancaire et d'assurance du pays. Avec AFG Assurances CI, AFG Holding, pôle financier du conglomérat Atlantic Group, comptera désormais 7 filiales d'assurances en Afrique, dont deux au Bénin (AFG Assurances Bénin Vie et IARDT), une au Mali, une aux Comores, une à Madagascar, une au Cameroun et enfin la plus récente de Côte d'Ivoire.

Le secteur de l'assurance non-vie en Côte d'Ivoire connaît une croissance modeste de 3,36% en 2024, atteignant un chiffre d'affaires de 361 milliards FCFA. Des acteurs comme Sanlam Allianz dominent le marché avec près de 30% de parts de marché, suivis des sociétés telles que GNA, Sunu, Axa, et NSIA, qui concentrent à elles seules 62,75% des parts du marché non-vie. Ainsi, AFG Holding poursuit son développement dans un marché ivoirien en pleine mutation.

GHANA

La faible production de Jubilee au 4e trimestre 2024 a affecté les résultats de Kosmos

Kosmos Energy est principalement active en Afrique, sur des projets en Guinée équatoriale, au Sénégal ou encore au Ghana. Le champ pétrolier Jubilee, dans lequel elle détient des intérêts depuis 2022, est au cœur de son portefeuille dans la région.

Dans un rapport publié le lundi 24 février, Kosmos Energy a rapporté une moyenne de production nette d'environ 66 800 barils équivalent pétrole par jour (bepd) en 2024. Un chiffre considéré comme une contre-performance, principalement attribuée à la faible production enregistrée au niveau du gisement ghanéen Jubilee au quatrième trimestre, un projet où la compagnie américaine détient 38,6 % d'intérêts (contre 38,98 % pour l'opérateur Tullow Oil).

Dans le détail, le document révèle une moyenne d'environ 80 200 bepd pour le champ Jubilee lors de ce trimestre, avec une production attribuable moyenne de 38 600 bepd pour Kosmos Energy. Bien que les prévisions de cette dernière n'ont pas été précisées, on note que cette performance est nettement inférieure à la moyenne de 87 600 bepd enregistrée au troisième trimestre.

Selon Kosmos, ce mauvais rendement est notamment dû à « une injection d'eau et une fiabilité insuffisantes, principalement liées à la production d'électricité ». Une faible injection d'eau cause en effet plusieurs contraintes à l'exploitation d'un champ pétrolier, occasionnant une perte de production.

Dans ce contexte, la production annuelle moyenne de Jubilee s'est établie au terme de l'année à environ 87 000 barils par jour bruts.

Une campagne d'exploration dès mai 2025

Pour le premier trimestre 2025, la production de brut sur le champ Jubilee devrait rester modérée. Un arrêt de maintenance programmé sur une durée de deux semaines est en effet susceptible d'affecter ses performances, avec un impact d'environ 4% sur la production annuelle, selon Tullow Oil. Les prévisions de production pour l'ensemble de l'année n'ont pour l'instant pas été publiées par la compagnie.

Une campagne de forage est prévue cette année sur le site, pour trouver de nouvelles réserves pétrolières. Elle devrait débuter en mai avec deux puits à forer par la plateforme Noble Venturer, qui prévoit leur opérationnalisation d'ici le troisième trimestre. La réussite de ce programme pourrait être déterminante pour le projet, avec une possible optimisation de sa production et de sa durée d'exploitation.

Pour rappel, outre Jubilee, Kosmos Energy opère aussi en partenariat avec Tullow Oil le gisement pétrolier TEN au Ghana. L'État ghanéen détient, à travers la compagnie nationale GNPC, des intérêts de 19,69% et 20,95% respectivement dans les deux projets.

POUR CONTOURNER LE DÉLESTAGE EN AFRIQUE DU SUD

Atlantis Foundries mise sur le solaire

Atlantis Foundries adopte le solaire pour ses activités en Afrique du Sud, alors que le délestage électrique a repris. Ceci illustre la transition énergétique en cours dans le secteur industriel du pays, face aux défis du réseau et aux exigences internationales de durabilité.

Alors que l'Afrique du Sud a relancé le délestage électrique, Atlantis Foundries, l'une des plus grandes fonderies du continent, a annoncé le mercredi 26 février l'inauguration d'une centrale solaire intégrée pour alimenter ses activités. Ce projet marque une nouvelle avancée renforçant la résilience énergétique du secteur industriel du pays, réduisant les coûts ainsi que l'empreinte carbone.

La centrale conçue, financée et exploitée par Energy Partners, produira plus de 20 000 MWh par an, couvrant jusqu'à 20% des besoins énergétiques de la fonderie.

Considérant les tarifs actuels d'Eskom, le fournisseur public d'électricité, cette production induit une économie annuelle estimée à 35 millions de rands (environ 1,9 million USD).

« Atlantis Foundries joue un rôle crucial dans le commerce mondial, représentant 2% des exportations AGOA et 4% des échanges de l'Afrique du Sud avec l'Union européenne. Ce projet renforce notre résilience et nous permet de rester compétitifs au niveau mondial. Nous n'aurions pas pu le réaliser seuls. Des partenariats fiables sont essentiels pour des projets de cette envergure, et nous sommes fiers de la remarquable collaboration entre Atlantis Foundries, la ville de Cape Town et Energy Partners, qui a permis de faire de ce projet une réussite » a déclaré Pieter du Plessis, DG d'Atlantis Foundries.

L'Afrique du Sud dépend encore largement du charbon pour sa production électrique, ce qui en fait un grand émetteur de CO_2. Des processus comme le Carbon Border Adjustment Mechanism (CBAM) de l'Union européenne mettent de plus en plus de pression sur les entreprises du pays pour décarboner leurs chaînes de valeur, afin de maintenir leur accès aux marchés internationaux.

Dans ce contexte, le solaire représente une option clé, non seulement pour contourner les délestages récurrents d'Eskom, mais aussi pour répondre aux exigences climatiques croissantes des partenaires commerciaux internationaux. L'initiative d'Atlantis Foundries s'inscrit également dans une tendance plus large où les industries prennent en main leur propre approvisionnement énergétique, une dynamique encouragée par la libéralisation progressive du marché de l'électricité en Afrique du Sud.

POUR DÉVELOPPER SON INDUSTRIE TEXTILE

Le Bénin a besoin de 3,6 milliards $

En Afrique, le Bénin se dispute la place de premier producteur de coton avec le Mali. Si le pays cherche à asseoir son leadership dans la filière, les autorités entendent aussi s'affirmer sur le segment de la transformation.

Pour valoriser le reste de sa production de fibre de coton, le Bénin a besoin d'un investissement d'une valeur totale de 3,6 milliards $. C'est ce qu'a révélé Letondji Beheton, directeur général de la Société d'investissement et de promotion de l'industrie (SIPI) du Bénin en marge de la 6e édition du Choiseul Africa Summit qui se tient à Cotonou.

Ce montant devrait permettre d'ajouter 28 nouvelles unités textiles dans la Zone industrielle de Glo-Djibé (GDIZ). Située à 45 km de Cotonou, cette plateforme développée depuis juin 2021 comprend actuellement 3 usines intégrées qui traitent annuellement 40 000 tonnes de fibre, soit environ 12 % de la production.

Avec le déploiement d'un tel investissement, M. Beheton estime que le pays tirera un meilleur parti de la chaîne de valeur mondiale du textile et de l'habillement, dont les principaux leaders sont basés en Asie.

« Le coton du Bénin en général, nous rapporte via l'exportation de 305 000 tonnes de fibre entre 500 et 700 millions $ par an alors que si la totalité de la fibre est transformée on peut générer une valeur marchande de 12 à 16 milliards $ », souligne-t-il.

D'un point de vue plus global, il faut souligner que la GDIZ a déjà signé des contrats d'approvisionnement avec plusieurs marques étrangères pour exporter ses produits finis.

On peut notamment citer la chaîne américaine de vêtements pour enfants The Children's Place (TCP) qui a reçu une cargaison de 70 000 pièces de polos et de collants en juillet 2023 et la livraison de 80 000 leggings pour enfants en juin dernier à l'enseigne française de prêt-à-porter KIABI.

« Nous avons également des discussions avec d'autres marques comme LVMH », a indiqué le responsable sans donner de détails supplémentaires.

Pour rappel, la GDIZ s'étend sur un domaine de 1640 hectares avec une première phase de développement des infrastructures, qui couvre 400 hectares. Selon les données officielles, la zone emploie 14 000 personnes.

WALL STREET

La Bourse de New York ouvre en forte baisse sur fond de guerre commerciale

La Bourse de New York a ouvert en net repli lundi, alors que le président américain, Donald Trump, a lancé ce week-end les hostilités commerciales avec le Canada, le Mexique et la Chine.

L'indice Dow Jones (DJIA) perdait 1% en début de séance, à 44.092 points, et l'indice élargi S&P 500 se repliait de 1,4%, à 5.956 points. Le Nasdaq Composite, riche en valeurs technologiques, abandonnait 1,9%, à 19.248 points.
L'annonce d'un redressement de l'activité manufacturière aux Etats-Unis en janvier ne suffit pas à soutenir la tendance. L'indice ISM manufacturier est ressorti à 50,9 le mois dernier, contre 49,2 en décembre, selon les données publiées lundi. Les économistes anticipaient un indice de 50, synonyme de stabilité de l'activité.
Moins de deux semaines après le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, les Etats-Unis ont décidé ce week-end d'imposer des droits de douane de 25% au Canada et au Mexique et des taxes supplémentaires de 10% sur les produits chinois, le président américain entendant pousser ces pays à lutter contre l'immigration illégale et le trafic de l'opioïde fentanyl en provenance de leur territoire. Donald Trump a également indiqué que l'Union européenne pourrait être concernée "très bientôt" par une hausse des droits de douane.
Économiquement, les répercussions de ces droits de douane sont profondes, souligne Florian Ielpo, responsable de la macroéconomie chez Lombard Odier Investment Managers, en évoquant les effets inflationnistes de telles mesures et leur impact négatif sur les échanges commerciaux et la croissance économique mondiale.
La Réserve fédérale (Fed) américaine pourrait marquer une pause durable dans son cycle d'assouplissement monétaire, voire même procéder à un relèvement de ses taux directeurs si l'inflation repartait à la hausse.
Sur le marché obligataire, les emprunts sans risque à long terme profitent de la baisse des marchés d'actions, ce qui pèse sur leur rendement: le taux de l'emprunt du Trésor américain à 10 ans recule de 4 points de base (0,04 point de pourcentage), à 4,51%. Le taux du titre à deux ans grimpe au contraire de 3 points de base, à 4,25%, en raison des craintes liées à l'inflation et à la politique monétaire.
Sur le marché des changes, l'indice DXY, qui mesure l'évolution du dollar face à un panier de devises, gagne 0,8%, à 109,22 points.

MARCHÉS EN ASIE

Prudence face aux droits de douane

Les marchés asiatiques grimpaient prudemment lundi, face aux surtaxes douanières dont les Etats-Unis menacent le Canada, le Mexique et la Chine, et dans l'attente de mesures de relance chinoises, tandis qu'à Hong Kong le le champion du « bubble tea » faisait une entrée fracassante en Bourse.
A la Bourse de Tokyo vers 03H30, l'indice vedette Nikkei grimpait de 1,29% à 37.633 points et l'indice élargi Topix de 1,52% à 2.722 points. La Bourse de Séoul était fermée pour cause de jour férié. Sydney grimpait de 0,50%, Jakarta s'envolait de 3%. Les Bourses asiatiques avaient dégringolé vendredi, plombées par les menaces douanières réitérées par Donald Trump et par un plongeon des titres liés aux semi-conducteurs dans le sillage de Nvidia.
Mais "le rebond des valeurs technologiques à Wall Street avant le week-end a ouvert la voie à une reprise du marché japonais", d'autant que la baisse du yen face au dollar en début d'échanges "vient soutenir les titres des entreprises exportatrices", observent les analystes de Tokai Tokyo Intelligence. Vers 03H30 GMT, la monnaie japonaise se stabilisait (-0,1%) à 150,31 yens pour un dollar, mais restait sous la barre des 150 yens face à un dollar revigoré par la perspective de nouveaux droits de douane américains.
Le marché du pétrole était sous pression : le baril de WTI américain grimpait de 0,59% à 70,17 dollars et celui du Brent de la mer du Nord de 0,55% à 73,21 dollars. L'action de Mixue, plus grande chaîne chinoise de "bubble tea", s'est envolée de 38% à Hong Kong où il était coté lundi pour la première fois, une introduction en Bourse à plus de 440 millions de dollars américains. Donald Trump a identifié dimanche cinq cryptomonnaies à l'étude pour une nouvelle "réserve stratégique" américaine, faisant grimper leurs valeurs en flèche.
Le bitcoin et l'ether, qui seraient au "cœur de la réserve", ont aussitôt flambé de plus de 10%. Ils reprenaient leur souffle lundi en Asie : vers 03H30 GMT, le bitcoin reculait de 1,71% à 92,684 dollars. Vers 03H30 GMT à la Bourse de Hong Kong, l'indice Hang Seng grimpait de 1,14% à 23,202 points. L'indice composite de Shanghai progressait de 0,34% et celui de Shenzhen de 1,02%.

CRYPTOMONNAIES

Bitcoin en hausse de 6,06 % à 89 359 $

Le bitcoin, la plus grande cryptomonnaie au monde en termes de valeur de marché, était en hausse d'environ 6,06% à 89 359 dollars à 1620 GMT dimanche. L'Ether, la deuxième plus grande cryptomonnaie, était en hausse de 1,36% à 2 253 dollars à 1622 GMT dimanche.
Cela intervient après que le président américain Donald Trump a déclaré dimanche que son récent décret sur les actifs numériques a demandé à son équipe de créer "une réserve stratégique de crypto-monnaies qui comprend XRP, SOL et ADA."

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 03 Mars 2025
Valeur : 05 Mars 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	135.0050	135.0200
1	EUR	EURO	140.4862	140.5153
1	GBP	POUND STERLING	170.1172	170.2433
100	JPY	JAPANESE YEN	89.8536	89.8935
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5136	18.5162
1	CHF	SWISS FRANC	149.7227	149.7892
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.5002	93.5430
1	DKK	DANISH KRONE	18.8373	18.8407
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.6079	12.6109
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.0297	12.0341
1	AED	UAE DIRHAM	36.7571	36.7671
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.9965	36.0025
1	KWD	KUWAITI DINAR	437.1924	437.3826
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.1881	42.6121
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.5495	13.5511
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.5504	27.6913
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3811	3.3916
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.7281	176.7281

FRANCE

Le Cac 40, pris en étau entre la guerre commerciale et une mauvaise surprise sur le front de l'inflation américaine

Une taxe de 25 % des Etats-Unis sur les produits européens... Pas de quoi donner le sourire aux investisseurs sur le Vieux Continent. En baisse pour la troisième fois de la semaine, le Cac 40 a lâché 0,51%, pour revenir sur le seuil des 8.100 points.Ce fut à nouveau un jour « sans » pour le Cac 40, le troisième de la semaine, qui le conduit sur le seuil des 8.100 points en clôture, à 8.102,52, en retrait de 0,51 %. Le compartiment automobile, Stellantis en tête, est en mauvaise posture, lâchant 5,23 % après une baisse de 3,95 %. La visite d'Emmanuel Macron à Washington n'a pas fait dévier Donald Trump de sa trajectoire commerciale belliqueuse. Le locataire de la Maison Blanche menace d'instaurer « prochainement » des droits de douane de 25 % sur les importations de l'Union européenne. Elle sera donc logée à la même enseigne que le Canada et le Mexique, dont les exportations seront taxées à hauteur de 25 %, à compter du 4 mars, a réaffirmé le milliardaire républicain sur son réseau social Truth Social. « Les consommateurs ne seront pas en mesure d'absorber l'augmentation des prix des véhicules et les volumes diminueront, a déclaré le directeur général d'un grand fournisseur européen de pièces détachées automobiles, cité par le Financial Times. L'industrie est déjà dans une position fragile et cette incertitude massive ralentit déjà les transactions, les investissements et l'allocation de capitaux. » Dans le même post, Donald Trump fait savoir que la Chine se verra imposer un « tariff » supplémentaire de 10 %, à compter du 4 mars aussi. La justification au courroux américain demeure la même : l'entrée du fentanyl sur le territoire des Etats-Unis. « Tant que ce fléau continuera ou ne sera pas sérieusement endigué, les droits de douane annoncés [à l'égard du Canada et du Mexique] entreront en vigueur le 4 mars, selon le calendrier prévu. » Bruxelles a promis de riposter. « [Nous] fer[ons] de même », a affirmé le ministre français de l'Economie Eric Lombard. L'UE a déjà préparé plusieurs listes de produits américains susceptibles d'être taxés en représailles.
Pour rappel, en 2018, lors de la première guerre commerciale de Trump, Bruxelles avait relevé les droits de douane à 25 % sur les importations de maïs, de riz, de jeans, de bourbon ou encore de Harley-Davidson.

ESPAGNE

Les prévisions de croissance relevées à 2,6% pour 2025

Le gouvernement espagnol a relevé ses prévisions de croissance pour cette année, encouragé par les bons résultats économiques du pays, a avancé le ministre de l'économie.

L'Espagne continue sur sa lancée. Le gouvernement espagnol a relevé à 2,6%, contre 2,4% précédemment, ses prévisions de croissance pour 2025, a déclaré dimanche le ministre de l'économie, Carlos Cuerpo.

« Nous avons terminé l'année 2024 avec une bonne impulsion, ce qui nous place déjà dans une excellente position de départ pour 2025, car il y a un effet d'entraînement. Cela nous amène à actualiser le cadre macroéconomique du gouvernement », a déclaré Carlos Cuerpo dans une interview accordée au journal El Periódico.

En décembre, la Banque d'Espagne avait déjà réévalué ses prévisions de croissance du PIB pour 2025 de trois dixièmes de point de pourcentage, à 2,5%. Pour 2026, elle a maintenu sa projection inchangée à 1,9%, tout en indiquant un léger ralentissement de l'économie pour 2027, avec une augmentation de 1,7%.

Une année 2024 réussie

L'annonce intervient quelques jours après la publication de la croissance du produit intérieur brut (PIB), qui a atteint 3,2 % en 2024, tirée notamment pas le tourisme, selon une première estimation publiée mercredi par l'Institut national de la statistique (INE).

Un chiffre supérieur aux prévisions du Fonds monétaire international et de la Banque d'Espagne, qui tablaient sur 3,1% de croissance. C'est surtout beaucoup mieux que la moyenne de la zone euro(+0,8%). « La bonne surprise a été très claire », a reconnu Carlos Cuerpo. « De plus, dans un contexte très compliqué, où l'Espagne croît alors que nos principaux partenaires ralentissent ou stagnent », a-t-il poursuivi.

Après avoir souffert pendant la crise financière de 2008, l'Espagne a vu son PIB décroître de 10,8% en 2020 à cause de la pandémie de Covid-19 qui a paralysé le secteur touristique qui représente près de 13% de l'économie du pays. Mais la quatrième économie de la zone euro a réussi à rebondir, au point de figurer en tête du classement 2024 des économies les plus performantes de l'OCDE, établi par le magazine britannique The Economist, devant l'Irlande et le Danemark.

PORTUGAL

La croissance sera de 2,5 %

L'économie portugaise devrait croître de 2,5 % en 2025 "si elle ne subit pas de choc économique extérieur", selon le ministre des finances, Joaquim Miranda Sarmento.

"La croissance économique depuis la pandémie a été l'une des plus élevées de la zone euro au niveau européen", a-t-il déclaré lors d'un dîner organisé par le Centre portugais d'études

L'estimation la plus récente de l'Institut national des statistiques(INE) fait état d'une croissance de 1,9 % du produit intérieur brut (PIB) en 2024, mais le ministre a souligné que "le dernier trimestre a été exceptionnellement bon".

"Notre prévision officielle reste à 2,1 %. Cependant, avec la croissance que nous attendions en octobre lorsque nous avons présenté le budget au Parlement, et maintenant avec ce 'report' de 1,3 % (du PIB), nous aurons 2,5 % de croissance réelle (du PIB). C'est ce que nous prévoyons si aucun choc économique extérieur ne nous affecte", a-t-il expliqué.

Selon le ministre portugais, "les résultats ont dépassé les attentes en 2024 : plus de croissance que prévu, moins d'emploi, un excédent budgétaire plus élevé, moins de dette et moins d'inflation que prévu".

"Si l'on considère l'économie portugaise, même s'il y a une récession l'année prochaine, nous resterons en dessous de 3 % de déficit (budgétaire) en termes de PIB", a-t-il assuré.

Miranda Sarmento s'est félicité du fait que les principales agences de notation évaluent actuellement de manière positive la dette publique portugaise, ce qui a permis de réduire les taux d'intérêt sur les obligations du Trésor.

Cette situation contraste avec la notation "junk", c'est-à-dire à haut risque, lors de la crise de la dette souveraine pendant une grande partie des années 2010.

En janvier, l'agence de notation financière DBRS a décidé de relever la note du Portugal à "A" (élevé). Vendredi, ce sera au tour de S&P de s'exprimer, suivie de Fitch le 14 mars et de Moody's le 16 mai, selon les calendriers publiés par les agences.

"Je ne serais pas surpris que S&P relève également 'notre note' vendredi", a déclaré le ministre.

Malgré les "bonnes nouvelles dans cet environnement international incertain", le ministre a reconnu que le Portugal continuait à faire face à "des problèmes et des difficultés", mentionnant, entre autres, la faible productivité et la nécessité de moderniser l'administration publique.

TURQUIE

Ralentissement de l'inflation à 39%

L'inflation a ralenti en février en Turquie pour le neuvième mois consécutif, à 39,05% sur un an, contre 42,1% en janvier, selon les chiffres officiels publiés lundi. L'inflation, qui s'établit à 2,3% sur un mois, est repassée en rythme annuel sous la barre des 40% pour la première fois depuis juin 2023. Selon l'institut turc des statistiques, la flambée des prix concerne tout particulièrement l'éducation (+94,9%), le logement (+70,8%), l'hôtellerie et restauration (+45,9%) et les dépenses de santé (+43%). L'inflation avait dépassé les 75% en mai 2024 en glissement annuel, avant de ralentir à partir de juin. Ce reflux a conduit la banque centrale turque à abaisser depuis décembre son principal taux directeur de 50% à 45%, et pourrait conduire à l'annonce d'une nouvelle baisse jeudi.

DROITS DE DOUANE

Trump ordonne une enquête sur les importations de bois

Le président américain veut ramener la production forestière dans le pays. Donald Trump s'attaque au bois. Le président américain a signé un décret ordonnant au secrétaire au Commerce Howard Lutnick d'ouvrir une enquête afin de "déterminer les effets sur la sécurité nationale des importations de bois de construction, de bois d'oeuvre et de leurs produits dérivés". L'enquête pourrait déboucher sur l'imposition de nouveaux droits de douane, risquant d'affecter notamment le Canada, l'Allemagne et le Brésil. La Maison Blanche a déjà accusé ces pays de "pratiquer le dumping sur nos marchés, au détriment de notre prospérité économique et de notre sécurité nationale".

Le Canada est l'un des plus grands exportateurs de bois d'oeuvre au monde, avec pour premier marché les Etats-Unis. Le rapport d'enquête, qui examinera les importations de bois brut ainsi que les produits dérivés comme les meubles, doit être soumis au président américain dans un délai de 270 jours, selon le texte du décret.

Augmenter la production locale

Samedi, Donald Trump a en parallèle signé un deuxième décret visant à augmenter la production de bois aux Etats-Unis, dans le but de réduire les coûts de construction et de logement, mais qui pourrait avoir l'effet inverse.

"Les droits de douane sur le bois et les autres matériaux de construction augmentent le coût de la construction et découragent les nouveaux projets", a réagi Carl Harris, président de l'Association nationale des constructeurs américains (NAHB).

Donald Trump avait annoncé une hausse à partir du 4 février de 25% des droits de douane sur les produits provenant du Canada et du Mexique, et des droits de douane de 10% supplémentaires sur tous les produits chinois.

Les Mexicains et Canadiens avoient obtenu un sursis qui arrive à échéance le 4 mars. En février, Donald Trump a aussi signé des décrets pour imposer 25% de droits de douane sur l'acier et l'aluminium entrant aux Etats-Unis à compter du 12 mars.

Le président américain a affirmé jeudi qu'il comptait toujours imposer des droits de douane "réciproques" aux partenaires commerciaux des États-Unis à partir du 2 avril. Et il a menacé mercredi d'infliger 25% de droits de douane aux produits en provenance de l'Union européenne (UE), sans donner de date.

ARGENTINE

Milei célèbre sa tronçonneuse et veut quitter le Mercosur

La tronçonneuse est devenue son objet fétiche. Javier Milei a célébré dans son troisième discours sur l'Etat de la nation l'outil, symbole de coupes budgétaires - il en a d'ailleurs promis de nouvelles.

Le symbole a été repris récemment par le milliardaire Elon Musk, chargé aux Etats-Unis de tailler dans le budget fédéral.

"Les yeux du monde aujourd'hui sont tournés vers l'Argentine", a lancé le président argentin ultralibéral. Et "dans certains cas, ils prennent note" de ce qu'elle fait "pour l'appliquer dans leur propre pays.

La tronçonneuse, a-t-il insisté, "n'est pas seulement un programme de gouvernement, c'est une politique d'État qui durera des années, et ne s'arrêtera que lorsqu'elle atteindra la fin de l'État à long terme", a-t-il ajouté, annonçant une "tronçonneuse profonde", pour sa deuxième année de présidence.

En 15 mois, le président qui se décrit comme un "anarcho-capitaliste", a déjà appliqué à l'Argentine une drastique cure d'austérité budgétaire, après une dévaluation de plus de 52% du peso.

Accord avec le FMI

Rendant compte des négociations de l'Argentine avec le Fonds monétaire international (FMI) en vue d'un nouvel programme de financement, il a déclaré: "nous avançons vers un accord".

Sans préciser d'échéancier, il a précisé qu'il "sollicitera dans les prochains jours le soutien du Parlement au gouvernement" pour cet accord. Javier Milei s'est redit samedi prêt "si nécessaire" à sortir du Mercosur, bloc commercial rassemblant plusieurs pays sud-américains, pour "l'opportunité historique" de conclure un accord de libre-échange avec les États-Unis.

"La seule chose qu'il (le Mercosur) a réussi depuis sa création est d'enrichir les grands industriels brésiliens au prix de l'appauvrissement des Argentins", a-t-il critiqué.

L'AC Cobra va renaître grâce à Saab

AC, à l'origine de la Shelby Cobra, a signé un partenariat avec la firme suédoise T-Engineering pour entamer la production d'une nouvelle Cobra GT en roadster et en coupé.
La Shelby Cobra, c'est l'une des voitures

de sport les plus mythiques au monde. C'est sans doute aussi l'un des modèles qui a été le plus répliqués, tant les modèles originaux sont rares et ont atteint des sommes astronomiques. La société AC, qui a créé les premières Cobra, a décidé de relancer le mythe en s'associant avec une société suédoise, T-Engineering. Si ce nom ne vous dit peut-être rien, dites-vous qu'il s'agit d'anciens ingénieurs de la marque Saab qui se sont réunis après la chute de la marque. Avec un siège basé à Trollhättan, dans les anciennes usines Saab, AC aura accès à un circuit d'essai pour développer sa nouvelle Cobra. C'est d'ailleurs dans cette même usine qu'ont été conçues les Saab 92, 900 Turbo et la dernière génération de 9-5.

Pas d'électrique en vue

Elle restera une digne sportive anglaise, en cabriolet ou en version GT si vous préférez. La première version disponible, la Clubsport Edition, atteindra presque les 800 ch. Et ce, grâce à un moteur emprunté à Ford. Un V8 5.0 litres turbocompressé. De quoi satisfaire les nostalgiques de la première Cobra. Pour les plus raisonnés, AC vous contentera d'un plus petit moteur 4 cylindres de 2.0 litres développant tout de même 395 ch. Chose étonnante, la nouvelle Cobra ne sera pas exclusivement cabriolet. Une version Coupé pour les fans du genre viendra compléter la gamme. De quoi se constituer à la carte une version moderne d'une des voitures les plus connues de tous les temps.

L'Alpine A110 entre dans sa dernière année de production en GTS

Les versions S et GT de l'Alpine A110 fusionnent pour donner naissance à la nouvelle GTS. Ce sera malheureusement le coup de grâce pour le coupé compact, puisque la production de l'A110 thermique s'arrêtera en 2026.

Alpine travaille de plus en plus sur sa gamme tout électrique, puisqu'après avoir dévoilé l'Alpine A290, le constructeur français se penche désormais sur son SUV l'A390. La succession électrique de l'A110 devrait également être prête à ce jour. Donc... les fans de la génération actuelle ne devraient pas trop trainer, car le coupé compact est désormais entré dans sa toute dernière année de production. En tant qu'A110, A110 GTS et A110 R 70.

Alpine A110 GTS

La version de base de 252 ch de l'Alpine A110 ne sera pas modifiée, mais la version S, légèrement plus sportive, et la version GT, plus luxueuse, fusionnent en une nouvelle variante nommée l'A110 GTS. Cette dernière combine le châssis plus sportif de la S avec la finition haut de gamme de la GT, nous avons donc le même moteur de 1,8 litre turbocompressé en position centrale arrière atteignant les 300 ch et 340 Nm. A l'intérieur, l'Alpine A110 GTS sera équipée de série du système audio Focal et d'un intérieur en cuir de couleur grise ; moyennant un supplément, vous pourrez opter pour des sièges en cuir noir ou encore des sièges baquets Atelier en Alcantara coloré. A l'extérieur, le kit aérodynamique de la version R comprend un spoiler arrière, avec en option ses attaches en col de cygne en carbone.
Vous pourrez également opter pour des jantes de 18 pouces de design GT Race et des pneus Michelin Pilot Sport Cup 2. Pour les freins, les étriers Brembo sont disponibles en six couleurs différentes. Alpine ajoute également à sa gamme de nouvelles teintes de carrosserie issues du catalogue Atelier : Peacock Blue, Acropolis Orange, Mat Sun Orange, Mat Eclipse Blue et Mat Steel Grey.

Alpine A110 R 70

La gamme 2025 de l'Alpine A110 sera rejointe par la R 70, une série limitée à 770 exemplaires basée sur la variante R, qui célèbre le 70e anniversaire de la marque française avec des badges spéciaux, et qui sera affichée au prix de 122 500 euros. Cette série limitée sera complétée par trois autres éditions exclusives de 70 exemplaires dans chacunes des couleurs tricolores (Bleu Caddy, Blanc Glacier et Rouge Sismique), des teintes qui se retrouvent également sur les jantes en carbone et sur le revêtement des sièges baquets Sabelt.

Que va faire Škoda avec l'Octavia ?

Škoda n'exclut pas de produire une future Octavia électrique. Mais on sent que le constructeur tchèque ne voudrait pas se passer totalement des ventes en thermique ou hybride.
Škoda annonce la couleur : si la marque veut rester compétitive avec des prix inférieurs à ceux du cousin Volkswagen, il va falloir réduire la voilure. Et pas qu'un peu ! Le constructeur tchèque vient en effet d'annoncer qu'il allait réduire ses effectifs de 20% à plus ou moins long terme et de façon la plus naturelle possible, en misant notamment sur le non-remplacement des départs en retraite. Mais il va bien aussi falloir réfléchir au futur du modèle phare de la marque, qui entre déjà dans sa sixième année de carrière. Là-dessus, on sent la marque de Mlada Boleslav nettement moins convaincue à l'heure actuelle.

Une Octavia électrique ? Rien n'est fait

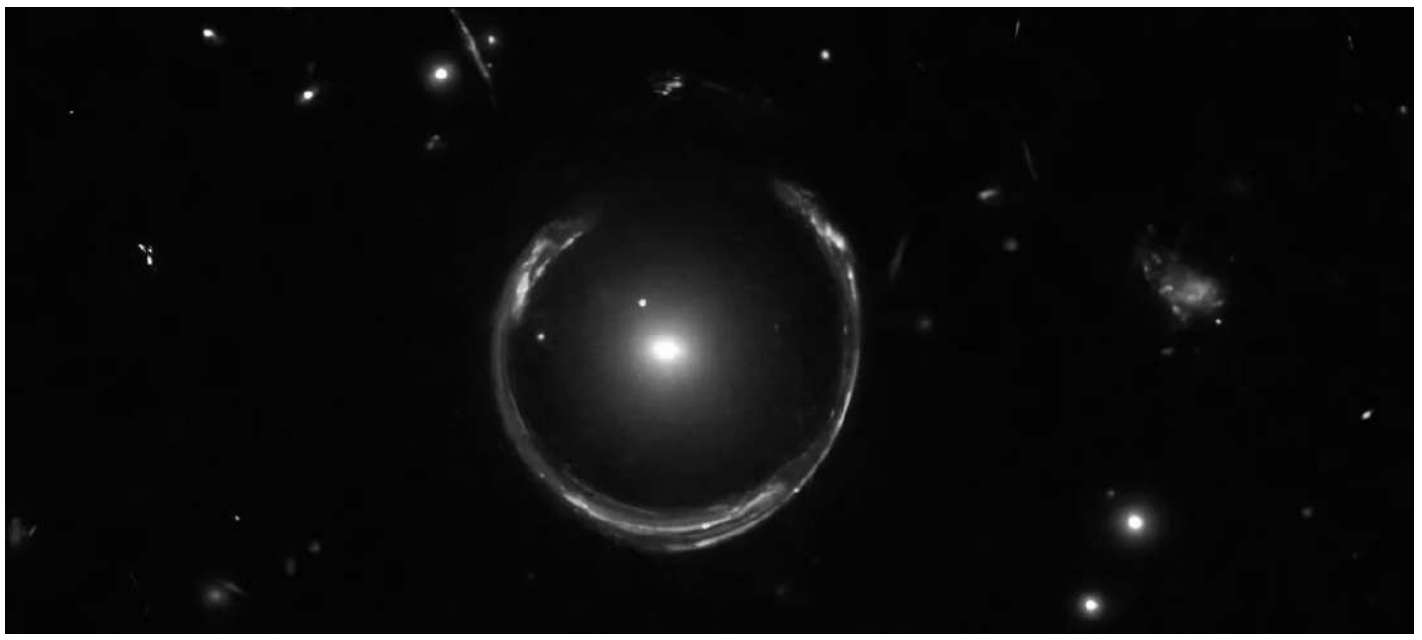
Toute la problématique du groupe Volkswagen est de savoir quel modèle disposera en premier de la toute nouvelle plateforme modulaire SSP qui servira aux prochaines générations d'électriques. La Volkswagen Golf semble être la candidate idéale, mais elle pourrait ne pas arriver avant 2029. Et si l'Octavia électrique lui damait le pion ?

Pour Škoda, il semble clair que, si la marque doit produire un troisième modèle à batteries après les Enyaq et Elroq, la décision pencherait plus en faveur de l'Octavia (récemment restylée) que d'une citadine trop difficile à rentabiliser. Pourtant, Škoda peut tout à fait produire une cousine de la prochaine Volkswagen ID.1. Mais le constructeur explique déjà que les marges réalisées sur l'Elroq seront nettement plus faibles que celles du Karoq. Il reste à savoir si Škoda optera uniquement pour l'électrique sur son Octavia ou jouera la double carte en prolongeant une version hybride. Rappelons que la berline se vend également encore très bien en diesel TDI…

LES ASTRONOMES EN RESTENT BOUCHE BÉE !

Le trou noir le plus monstrueux jamais détecté ?

L'astronomie moderne nous offre parfois des surprises d'une magnitude extraordinaire. Tapi au cœur d'une galaxie rouge lumineuse, un colossal monstre gravitationnel sommeille depuis des éons.



Les observations récentes dirigées par Carlos Melo-Carneiro de l'Institut de Physique de l'Université Fédérale de Rio Grande do Sul au Brésil ont mis au jour un trou noir vraiment pas comme les autres. Sa masse est estimée à…. 36 milliards de fois celle de notre Soleil. Presque de quoi faire passer le célèbre trou noir M87* pour un poids plume ; un véritable titan parmi ses semblables.

Un monstre bien caché

Si les trous noirs stellaires – résultant de l'effondrement gravitationnel d'étoiles particulièrement massives en fin de vie – sont relativement communs dans l'écosystème galactique, les trous noirs supermassifs (TNSM) constituent le centre névralgique de pratiquement toutes les galaxies d'envergure. Le cas qui nous intéresse transcende cependant ces catégories conventionnelles par son extraordinaire masse.
En l'absence de définition universellement acceptée, les spécialistes désignent généralement comme « ultra-massifs » les trous noirs excédant cinq milliards de masses solaires. Avec ses 36 milliards de masses solaires, l'entité trônant au centre de LRG 3-757 s'impose donc comme l'un des objets les plus massifs jamais identifiés dans l'histoire de l'observation astronomique. On peut très bien s'en apercevoir sur l'animation produite par la NASA.
L'identification de ce colosse gravitationnel doit son succès à un phénomène relativiste prédit par Einstein dès 1936 : l'effet de lentille gravitationnelle. Le Cosmic Horseshoe (Fer à cheval cosmique en français), découvert en 2007, est un exemple parfait de ce phénomène astrophysique.
La galaxie LRG 3-757, située en position d'avant-plan, courbe si intensément l'espace-temps environnant que la lumière émise par une galaxie d'arrière-plan subit une amplification et une distorsion considérables, engendrant ainsi un anneau presque parfait observable depuis nos instruments terrestres.
La galaxie LRG 3-757 est, en elle-même, déjà asse remarquable. Appartenant à la catégorie rare des galaxies rouges lumineuses (Luminous Red Galaxies, LRG), elle émet une luminosité infrarouge extraordinaire et sa masse est cent fois supérieure à celle de notre Voie lactée.

Un trou noir qui défie les lois cosmiques

« Les trous noirs supermassifs se trouvent au centre de chaque galaxie massive, leurs masses étant étroitement liées à celles de leurs galaxies hôtes à travers une co-évolution sur le temps cosmique », expliquent les chercheurs dans leur publication.
Cette corrélation, formalisée sous l'appellation de relation MBH-sigmae, établit un rapport mathématique entre la masse du trou noir central et la dispersion des vitesses stellaires dans la région centrale d'une galaxie – cette dernière constituant une mesure de la vitesse moyenne des étoiles et de sa variabilité autour de cette moyenne.
L'observation systématique des galaxies a prouvé que plus un trou noir est massif, plus la dispersion des vitesses stellaires dans sa galaxie hôte est élevée.
Cette corrélation est constante et montre qu'il existe bien une interconnexion entre l'évolution des galaxies et la croissance de leurs trous noirs centraux.
Cependant, ce gigantesque trou noir se distingue précisément par sa déviation de cette relation fondamentale.
Selon les données collectées par l'équipe de Carlos Melo-Carneiro, cet objet se situe approximativement 1,5 sigma au-dessus de la relation MBH-sigmae standard. Cette anomalie n'est pas sans précédent – elle confirme une tendance émergente observée dans les galaxies les plus massives de l'univers, suggérant l'existence d'une relation MBH-sigmae potentiellement non-linéaire aux masses les plus élevées.
D'où vient de trou noir ? Plusieurs hypothèses ont été envisagées : la première hypothèse situe LRG 3-757 au sein d'un « groupe fossile » – configuration représentant un stade tardif d'évolution galactique où l'activité de formation stellaire a pratiquement cessé, d'où la qualification de galaxies « rouges et mortes ». Ces structures, vestiges de fusions galactiques précoces, pourraient suivre des trajectoires évolutives distinctes par rapport aux galaxies locales, expliquant potentiellement la masse extraordinaire de ce trou noir.
Une seconde explication invoque le phénomène de « scouring ». Lors de la fusion de deux galaxies extraordinairement massives, la formation d'un système binaire de trous noirs supermassifs peut entraîner l'expulsion dynamique d'étoiles des régions centrales de la galaxie fusionnée.
Ce mécanisme réduirait effectivement la dispersion des vitesses stellaires sans modifier substantiellement la masse du trou noir résultant, engendrant ainsi la déviation observée.
Une troisième hypothèse voudrait que ces objets ultra-massifs pourraient constituer les reliques de quasars extrêmement lumineux ayant connu des épisodes d'accrétion particulièrement rapides et intenses dans l'univers primordial.
Lorsque celui-ci n'avait seulement qu'une fraction de son âge actuel.
Quoi qu'il en soit, il est possible que d'autres corps célestes gigantesques de ce type nous attendent encore. Le télescope Euclid devrait découvrir des centaines de milliers de nouvelles lentilles gravitationnelles au cours des cinq prochaines années, aidé par l'Extremely Large Telescope, qui lui, nous permettra d'étudier de manière plus détaillée de la dispersion des vitesses stellaires.

Honor veut être l'un des acteurs majeurs de l'IA et dévoile un grand plan d'action

À l'occasion du MWC 2025, Honor a dévoilé son "ALPHA PLAN", une stratégie en trois étapes visant à transformer la marque d'un fabricant de smartphones à un acteur clé des écosystèmes d'intelligence artificielle (IA).
Bien souvent le MWC de Barcelone est l'occasion pour les constructeurs de présenter leurs derniers smartphones, tablettes ou encore objets connectés.
Cette année, Honor tente une approche différente. Si le hardware a toujours sa place, la grande conférence donnée par la marque, et à laquelle Clubic a pu assister, était placée sous le signe de l'intelligence artificielle. Honor a présenté un plan sur plusieurs années et dévoile ses grandes ambitions dans le domaine.
L'objectif : devenir un acteur incontournable de l'IA dans le futur.

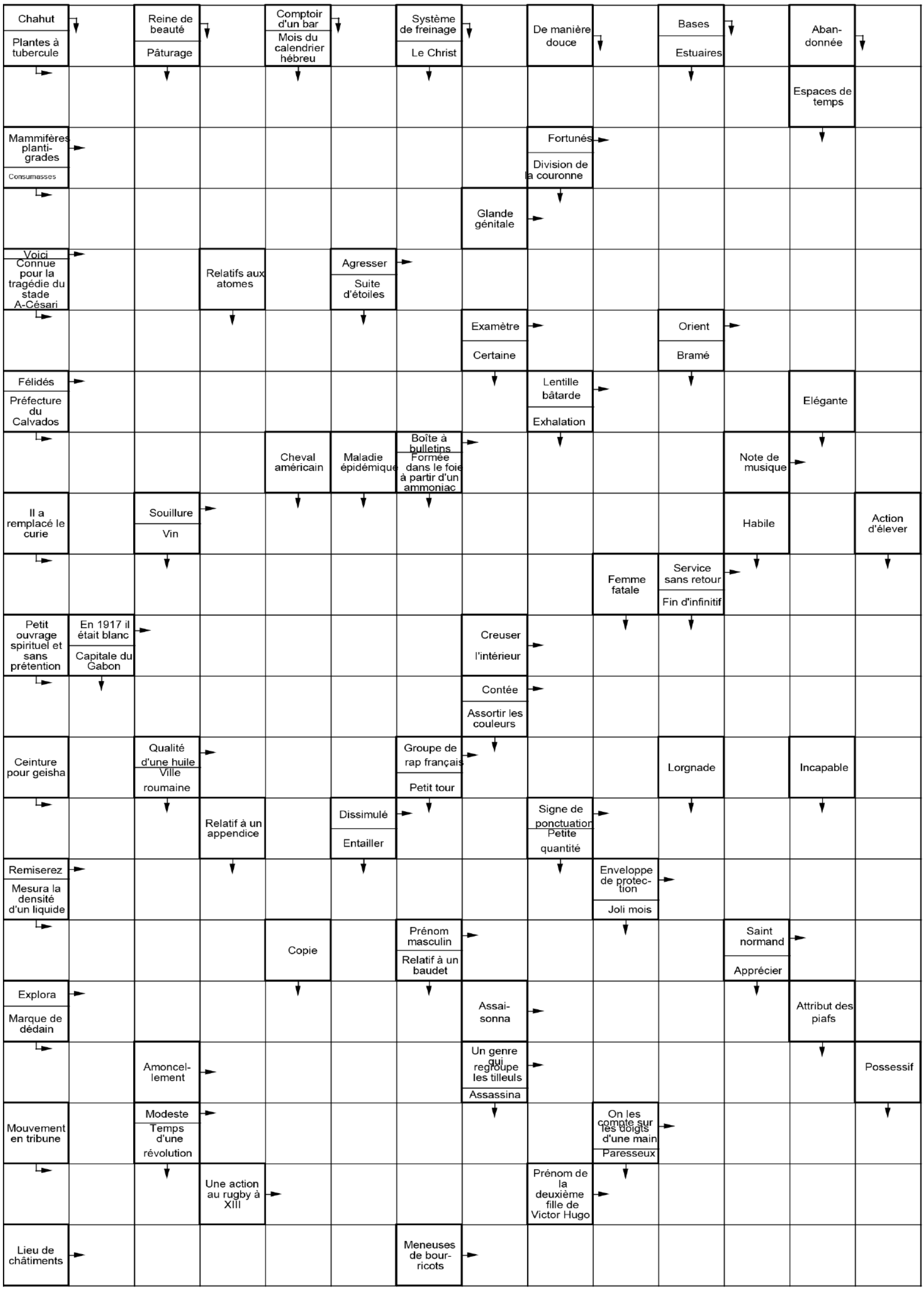
Honor s'engage sur la voie de l'intelligence artificielle avec un vaste plan d'action

Le premier volet du plan de Honor consiste à lancer un smartphone exploitant pleinement les capacités de l'IA dite agentique. La marque mise sur un agent IA mobile personnel capable d'interagir de manière proactive avec l'utilisateur, en intégrant des services tiers et en s'appuyant sur l'analyse du calendrier et du trafic pour anticiper les besoins. Il peut également agir à la place de l'utilisateur, pour réserver une table de restaurant ou un hotel. Ce dispositif sera progressivement déployé à l'international.
En matière de photographie, Honor a introduit AiMAGE, une technologie optimisée par IA combinant des modèles cloud et locaux. Le modèle embarqué utilise 1,3 milliard de paramètres pour améliorer la netteté des images de 50 %, tandis que le traitement cloud, exploitant 12,4 milliards de paramètres, améliore les prises de vue en téléobjectif. Pour ce faire, Honor a passé un accord avec Google Cloud afin d'utiliser les serveurs et la puissance de calcul de ce dernier.
La série HONOR Magic7 bénéficiera également d'une nouvelle fonction AI Upscale pour restaurer d'anciens portraits basse résolution et leur redonner grâce à un traitement IA.

Une entreprise ambitieuse qui réunit les plus grands noms de la tech

Honor souhaite aller au-delà des smartphones et bâtir un écosystème IA ouvert. En collaboration avec Google Cloud et Qualcomm, l'entreprise prévoit d'étendre ses services à une large gamme d'appareils. Pour soutenir cette ambition, le constructeur investira 10 milliards de dollars sur cinq ans.
L'entreprise s'engage aussi sur la cybersécurité et l'éthique de l'IA, en intégrant une technologie de détection des deepfakes sur ses futurs modèles. De plus, HONOR a annoncé un programme de mise à jour logicielle de sept ans pour ses smartphones haut de gamme, une durée qui devient désormais la norme dans l'écosystème Android.
L'aboutissement de ce grand plan d'action sera enfin d'ouvrir « les frontières du potentiel humain » et de créer « un nouveau paradigme pour la civilisation » pour lequel l'intelligence artificielle aura un rôle central. Vaste programme donc, dont la première pierre vient tout juste d'être posée.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mardi 4 mars 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

SOUK AHRAS

18 autorisations de forage délivrées en 2024 pour l'irrigation des cultures intensives

La direction de l'hydraulique de la wilaya de Souk Ahras a accordé, durant l'année 2024, pas moins de 18 autorisations de forage pour l'irrigation des cultures intensives, a indiqué, lundi, le directeur du secteur, Bouacha Benouaret. Ces autorisations, accordées à des exploitations agricoles entre le 1er janvier et le 30 décembre 2024, ont été délivrées après étude de plus de 100 demandes, a ajouté le même responsable, précisant que les dossiers déposés à cet effet auprès de la direction de l'hydraulique ont été approuvés après "vérification du respect des conditions administratives et légales", et de la "disponibilité des ressources hydriques dans les zones ciblées".

COOPÉRATION

Le Premier ministre s'entretient avec son homologue mauritanien

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui a eu lundi, un entretien téléphonique avec le Premier ministre de la République Islamique de Mauritanie, Moctar Ould Diay, lors duquel ils se sont échangé les vœux à l'occasion du mois sacré de Ramadhan, a indiqué un communiqué des service du Premier ministre. Les deux parties "se sont félicitées du niveau de coopération entre les deux pays frères, une coopération qui connaît une dynamique croissante qui cadre avec la volonté commune des dirigeants des deux pays, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son frère le Président de la République Islamique de Mauritanie, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani", précise-t-on de même source. A ce propos, les deux parties ont passé en revue "les progrès réalisés dans les projets et programmes de coopération entre les deux pays dans plusieurs domaines, notamment ceux liés aux infrastructures et au renforcement de l'intégration régionale, au service des objectifs de développement durable escompté par les deux pays". Les deux parties ont passé en revue également "la situation actuelle dans la région, ainsi que les questions régionales et internationales, à leur tête la question palestinienne", conclut la même source.

BRACONNAGE

Plus de 3.500 animaux protégés saisis en 2024

Plus de 3.500 animaux de différentes espèces protégées ont été saisis durant l'année 2024, dans le cadre de la lutte contre le braconnage et le commerce illégal d'animaux sauvages, selon les statistiques établies par la Direction générale des forêts (DGF). "Grâce à la collaboration de nos services avec la gendarmerie nationale, la police et les douanes, nous avons saisi 3.542 animaux sauvages l'année dernière, dans le cadre de nos efforts pour lutter contre le braconnage, la chasse illégale et le commerce non autorisé d'animaux protégés", a affirmé Wassila Djaballah, cheffe du bureau des activités cynégétiques à la DGF, dans un entretien à l'APS. Sur ce chiffre global, plus de 3.200 animaux ont été relâchés dans leur habitat naturel, tandis que 236 ont été retrouvés morts ou blessés lors de leur saisie, a-t-elle détaillé. Parmi les espèces remises en liberté, Mme Djaballah cite les chardonnerets, "qui se hissent en tête des victimes du braconnage, avec plus de 3.000 individus réintroduits dans leur milieu naturel, dont 2.310 dans la wilaya de Naâma". D'autres espèces ont également été réintégrées, telles que l'aigle royal de Barbarie, des écureuils de Barbarie, des fennecs et des tortues grecques. Certaines espèces saisies ont été transférées au zoo de Ben Aknoun à Alger durant la même période. Il s'agit entre autres de singes magots, de furets et de crocodiles du Nil. Mme Djaballah a souligné les efforts de l'Algérie pour protéger sa faune endémique et prévenir son extinction à travers la mise en place d'un cadre juridique adapté. Elle a rappelé le décret exécutif n 12-235 du 24 mai 2012, qui prévoit des mesures particulières pour protéger les animaux sauvages contre l'extinction et la chasse excessive, et la loi n 06-14, qui accorde une protection spéciale à 23 espèces menacées d'extinction, incluant des gazelles de différentes espèces (gazelle Dama ou gazelle du Sahara, Dorcas, leptocère et gazelle de Cuvier), ainsi que des oiseaux comme le faucon pèlerin, l'outarde houbara et des reptiles comme la tortue grecque. "Ces espèces, qui existaient autrefois en grand nombre, sont actuellement en danger critique d'extinction : leur population a fortement diminué en raison de plusieurs facteurs", a-t-elle regretté, en évoquant le braconnage, la chasse illégale, la dégradation de l'habitat, l'urbanisation et les incendies de forêts qui menacent leur existence.

Actions locales et internationales pour la réintroduction des espèces menacées

Outre les mesures juridiques, l'Algérie a mis en place plusieurs programmes et projets, en coopération avec des partenaires locaux et internationaux, pour réhabiliter les espèces menacées. "L'Etat soutient activement ces actions à travers ses entités déconcentrées", a souligné Mme Djaballah en citant les conservations des forêts réparties à travers les 58 wilayas du pays, les huit parcs nationaux, les quatre réserves de chasse ainsi que les trois centres cynégétiques spécialisés. "Ces trois centres jouent un rôle clé dans la réhabilitation et le repeuplement des espèces menacées avec pour objectif de les réintroduire dans leur milieu naturel", a-t-elle indiqué. Elle a mentionné des exemples concrets d'animaux protégés élevés et reproduits dans ces centres spécialisés, comme la gazelle de Cuvier, prise en charge par le centre cynégétique de Tlemcen, le cerf de Barbarie, qui occupe une place particulière dans les efforts de conservation du centre cynégétique de Zéralda, ou encore le mouflon à manchettes, qui vit en semi-captivité dans la réserve de chasse de Djelfa. A l'échelle internationale, Mme Djaballah a réaffirmé l'engagement de l'Algérie à préserver les espèces menacées, notamment par son adhésion à la convention CITES (Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction). Dans ce cadre, "l'Algérie a inscrit des espèces comme la gazelle de Cuvier et la gazelle leptocère dans l'annexe 1 de la convention, qui regroupe les espèces les plus protégées au monde", a-t-elle fait savoir. Comme elle l'explique : "cette inscription interdit formellement le commerce international de ces animaux, sauf pour des exceptions telles que la recherche scientifique". L'Algérie a également classé la gazelle de Cuvier, le guépard du Sahara et le mouflon à manchettes dans les annexes de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS), interdisant leur chasse. "Toutes ces actions renforcent les efforts de l'Algérie pour lutter contre le braconnage, le commerce illégal et le transfert non autorisé de ces espèces, à la fois sur le plan national et international, ce qui contribue efficacement à leur protection", a conclu Mme Djaballah.

RELANCE DES ACTIVITÉS DU COMPLEXE SAÏDAL À MÉDÉA

Le ministre insiste sur la nécessité d'accélérer l'opération

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouassim Kouidri, a insisté hier sur la nécessité d'accélérer la mise en service et l'entretien de tous les équipements de l'unité de production spécialisée dans la fabrication des antibiotiques au complexe Saïdal de la wilaya de Médéa, et de commencer à transférer les savoirs et les expériences aux équipes de travail qui se consacrent à la relance de l'unité, après avoir bénéficié de l'expertise et des connaissances des équipes ayant une longue expérience dans ce domaine.
Accompagné du wali de la wilaya de Médéa et du directeur général du groupe Saïdal, le ministre a souligné qu'elle sera relancée après un arrêt de plus de 19 ans, «ce qui permettra la production de matières premières pour la fabrication des antibiotiques». Le ministre a également affirmé que "Saïdal" sera un pilier pour la sécurité sanitaire en Algérie, en exécution des instructions du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Un plan d'action a ainsi été adopté pour le groupe, visant à produire des matières premières pour 50 produits pharmaceutiques d'ici la fin de 2025. Après avoir écouté les différentes explications fournies, le ministre a précisé que l'unité de production des matières premières pour les antibiotiques de Saïdal pourrait se classer parmi les meilleures au niveau mondial, en raison de sa capacité de production de 750 tonnes par an, sachant que le marché pharmaceutique algérien ne nécessite qu'un quart de la capacité de production de cette unité. Le surplus de cette production sera destiné à l'exportation. Le ministre a ajouté que «le groupe Saïdal a déjà reçu plusieurs commandes de l'étranger, ce qui lui permet de figurer parmi les plus grands fabricants mondiaux de matières premières utilisées pour la production de médicaments».
Ce qui distingue l'unité Saïdal de Médéa, a souligné le ministre, est sa capacité à produire d'autres matières premières, telles que la levure de pain, l'éthanol biologique, ainsi que le sucre complexe utilisé dans la fabrication des médicaments.

CLIMAT

La fonte des glaces pourrait ralentir un courant Antartique vital

Le plus fort courant océanique de la planète pourrait ralentir avec la fonte des glace de l'Antarctique, selon des recherches publiées lundi et qui avertissent de graves conséquences climatiques. Des scientifiques ont utilisé l'un des superordinateurs les plus puissants d'Australie pour modéliser la façon dont la fonte des calottes glaciaires pourrait modifier le courant circumpolaire antarctique, qui joue un rôle majeur dans les schémas climatiques mondiaux. "L'océan est extrêmement complexe et finement équilibré", a déclaré Bishakhdatta Gayen, scientifique à l'université de Melbourne. "Si ce +moteur+ actuel tombe en panne, les conséquences pourraient être graves, notamment une plus grande variabilité du climat, avec des extrêmes plus marqués dans certaines régions, et un réchauffement planétaire accéléré en raison d'une réduction de la capacité de l'océan à agir en tant que puits de carbone". Le courant circumpolaire antarctique agit comme une sorte de "tapis roulant océanique", qui déplace d'immenses colonnes d'eau à travers les océans Indien, Atlantique et Pacifique, a expliqué M. Gayen. La fonte des calottes glaciaires "déverserait de grandes quantités d'eau douce" dans le courant, selon la modélisation, ce qui changerait la teneur en sel de l'océan et rendrait plus difficile la circulation de l'eau froide entre la surface et les profondeurs. Les océans jouent un rôle essentiel en tant que régulateurs du climat et puits de carbone. Des eaux plus froides peuvent absorber de plus grandes quantités de chaleur de l'atmosphère. Si les émissions de combustibles fossiles augmentaient au cours des 25 prochaines années (scénario dit "à fortes émissions"), le courant pourrait ralentir d'environ 20%, selon les résultats de la recherche publiée dans la revue Environmental Research Letters.